UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Problématique de la scolarisation dans un contexte d'une démographie galopante : Cas de la commune Matongo

Nizigama, Césarie; Sous la direction du : Dr. René Manirakiza

2016
UB, Faculté des lettres et sciences humaines
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1439

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES



PROBLEMATIQUE DE LA SCOLARISATION DANS UN CONTEXTE D'UNE DEMOGRAPHIE GALOPANTE : *Cas de la Commune Matongo*

Par

NZIGAMIYE Césarie

Sous la direction du :

Dr. René MANIRAKIZA

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du Grade de Licencié en Géographie.

Option : Aménagement du Territoire

Bujumbura, Juin 2016

DEDICACES

A mon courageux père ;

A ma mère ;

A mon époux ;

A mon fils ;

A mes frères et sœurs ;

Je dédie ce mémoire.

REMERCIEMENTS

Les résultats de ce travail ont nécessité l'aide indéniable de plusieurs personnes. C'est pour nous une occasion de leur exprimer une profonde gratitude.

Nous remercions tous les professeurs de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines en général et plus particulièrement ceux du Département de Géographie, surtout le professeur René MANIRAKIZA qui est en même temps directeur du présent mémoire.

Nous exprimons notre gratitude aussi à nos parents qui nous ont conduites à l'école primaire et nous ont accordé tout ce dont nous avions besoin pour pouvoir bien suivre nos études et à la famille HAJAYANDI Dismas pour son soutien au cours de notre cursus académique.

Enfin, que toute personne qui, de près ou de loin, a contribué à la réalisation de ce mémoire, trouve ici l'expression de nos vifs remerciements.

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

BAD : Banque Africaine pour le Développement

COCO : Collège Communal

CSLP : Cadre Stratégique de croissance et de Lutte contre la Pauvreté

DCE : Direction Communale de l'Enseignement

DPE : Direction Provinciale de l'Enseignement

DSNIS : Direction du Système National d'Information Sanitaire

DSP : Document de Stratégie de Pays

ECVMB : Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages

EDS : Enquête Démographique de Santé

EP : Ecole Primaire

FINUAP : Fonds des Nations Unies pour la Population

FLSH : Faculté des Lettres et Sciences Humaines

INECN : Institut National pour l'Environnement et la Conservation de la Nature

ISTEEBU : Institut des Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi

LC : Lycée Communal

MININTER : Ministère de l'Intérieur.

PIB : Produit International Brut

PNSR : Programme National de Santé de la Reproduction

PTME : Prévention pour la Transmission du VIH de la Mère à l'Enfant

RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat

RN : Route Nationale

SIDA : Syndrome d'Immunodéficience Acquise

T : Total

UB : Université du Burundi

UPI : Unité de Production Informelle

UPP : Unité de la Planification de la Population

VIH : Virus de l'Immunodéficience Humaine

LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

Figures

Figure 1 : Découpage administratif de la commune de Matongo 6
Figure 2 : Pyramide des âges de la population de la commune Matongo 14

Tableaux

Tableau 1 : Découpage administratif de la commune Matongo 5
Tableau 2 : Répartition et densité de la population de la province Kayanza par commune en 2005 13
Tableau 3 : Répartition de la population de Matongo par tranche d'âge et par sexe 13
Tableau 4 : Evolution de la population de la commune Matongo 15
Tableau 5 : Quotient de mortalité des enfants de moins de cinq ans 18
Tableau 6 : Evolution de l'espérance de vie 19
Tableau 7 : Evolution des principaux indicateurs de santé maternelle 21
Tableau 8 : Evolution des vaccins accordés aux enfants 21
Tableau 9 : Connaissance des méthodes contraceptives 24
Tableau 11 : Quelques avantages et inconvénients de quelques méthodes contraceptives 25
Tableau 12 : Répartition des écoles primaires et secondaires dans la commune de Matongo (2013-2014) 42
Tableau 13 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 2011-2012 dans la zone Banga 44
Tableau 14 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 2012-2013 dans la zone Banga 45
Tableau 15 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 2013-2014 dans la zone Banga` 46
Tableau 16 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 2011-2012 dans la zone Burarana 47
Tableau 17 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 2012-2013 dans la zone Burarana 47
Tableau 18 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 2013-2014 dans la zone Burarana 48
Tableau 19 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 2011-2012 dans la zone Kabuye 48

Tableau 21 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 2013-2014 dans la zone Kabuye 50
Tableau 22 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 20111-2012 dans la zone Ruganza 51
Tableau 23 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 2012-2013 dans la zone Ruganza 52
Tableau 24 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 2013-2014 dans la zone Ruganza 53
Tableau 25 : Effectif des élèves de la 7ème fondamentale en l'an 2013-2014 et le nombre d'enseignants 54
Tableau 26 : Effectif des abandons scolaires de 2011 à 2014 55
Tableau 27 : Effectif des abandons scolaires dans les écoles fondamentales en l'an 2013-2014 57
Tableau 28 : Les manuels scolaires dans les écoles primaires par disciplines en l'an 2013-2014 60
Tableau 29 : Les équipements de base par école de Matongo en l'an 2013-2014 61
Tableau 30 : Quelques ratios par école de la commune Matongo en l'an 2013-2014 62
Tableau 31 : Effectif des élèves au cours de l'année scolaire 2011-2012 64
Tableau 32 : Effectif des élèves au cours de l'année scolaire 2012-2013 64
Tableau 33 : Effectif des élèves au cours de l'année scolaire 2013-2014 65
Tableau 34 : Effectif des abondons scolaires dans les écoles secondaires en l'an 2011-2012 66
Tableau 35 : Quelques ratios à l'école secondaire en l'an 2013-2014 66
Tableau 36 : Situation des YAGAMUKAMA dans les zones et collines de le commune Matongo en l'an 2005-2006 67
Tableau 37 : Nombre d'enseignants par école primaire dans la commune de Matongo 70
Tableau 38 : Evolution de l'effectif des enseignants du secondaire de 2011 à 2014 72
Tableau 39 : Ratio élèves par salle de classe au secondaire 73

LISTE DES GRAPHIQUES ET PHOTOS

Graphiques

Graphique 1 : Evolution de la population de Matongo 16
Graphique 2 : Evolution du quotient de mortalité des enfants de moins de cinq ans ... 19
Graphique 3 : Evolution de l'espérance de vie 20

Photos

Photo 1 : Population de la commune Matongo 9
Photo 2 : Infrastructures scolaires 58
Photo 3 : Ecoliers de l'ecole primaire de Ryakabamba II 68
Photo 4 : Elèves du Lycée Christ de Ryakabamba 71

RESUME

L'augmentation sans cesse croissante de la population est l'un des phénomènes les plus remarquables actuellement et presque généralisés dans les pays de l'Afrique subsaharienne. La population de la commune Matongo évolue très rapidement car elle est passée de 53252 habitants en 1990 à 82200 habitants en 2013.C'est une population jeune avec 54,6% du total communal en 2013.

En effet, la démographie galopante dans cette commune de Matongo a des impacts sur la scolarisation puisque les ressources manquent cruellement. Les infrastructures scolaires, les équipements, les matériels didactiques et le personnel enseignant qualifié sont en quantité insuffisante alors qu'il y a beaucoup de jeunes scolarisables. L'évolution des effectifs des élèves ne va pas de pair avec l'augmentation des besoins qui sont loin d'être satisfaits. On construit selon les moyens disponibles et non selon l'augmentation des effectifs des élèves.

Les élèves sont nombreux dans une même salle de classe et leur encadrement devient difficile. Par conséquent, les équipements pédagogiques et les enseignants deviennent insuffisants au fil des années. Cela se répercute sur les différents ratios entre autre, ratio élève par salle de classe (84) et celui de l'élève par banc pupitre (5) qui deviennent très élevés vu ces effectifs dans la commune Matongo.

Malgré les efforts du Gouvernement au niveau de la construction des écoles, la plupart d'entre elles sont en mauvais états.

TABLE DES MATIERES

DEDICACES i
REMERCIEMENTS ii
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS iii
LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX iv
LISTE DES GRAPHIQUES ET PHOTOS vi
RESUME vii
TABLE DES MATIERES viii

INTRODUCTION GENERALE 1
0.1. Présentation générale de la commune Matongo 3
0.2. Choix et intérêt du sujet 7
0.3. Problématique et hypothèses de recherche 7
0.4. Méthodologie utilisée et articulation du travail 8

I^{ère} PARTIE : LES ASPECTS DEMOGRAPHIQUES DE LA COMMUNE MATONGO 10

CHAPITRE I : SITUATION DEMOGRAPHIQUE DE LA COMMUNE DE MATONGO 11
I.1. Répartition et densité de la population de la province Kayanza 12
I.2. Répartition de la population de la commune Matongo par tranche d'âge et par sexe 13
I.3. Evolution de la population de commune Matongo (2002 -2013) 15
I.4. Les mouvements de la population 16
I.4.1. Les mouvements naturels 16
I.4.1.1. Les naissances 16
I.4.1.2. La mortalité 18
I.4.1.2.1. La santé maternelle 20
I.4.1.2. 2. Vaccination et nutrition des enfants 21
I.4.2. L'accroissement naturel 22
I.4.3. Changement de comportements de la population face à la croissance démographique 23
I.4.3.1. La mise en pratique de la régulation des naissances 23
I.4.3.1.1. L'évolution de la politique de contrôle des naissances 23
I.4.3.1.2. La connaissance de la contraception 23
I.4.3.1.3. La complexité des méthodes contraceptives 24

I.4.3.1.4. Eléments influençant la politique de limitation des naissances 26
I.4.4. Mouvements géographiques 26
I.4.4.1. Une immigration insignifiante 26
I.4.4.2. Une émigration croissante 27
I.5. L'habitat 28

CHAPITRE II : APPROCHES THEORIQUES DES IMPACTS DE CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET LE DEVELOPPEMENT 29

II.1. Approches théoriques sur les interrelations entre population et développement 31
II.2. Approches des concepts et cadre théorique 32
II.2.1. La pression démographique 32
II.2.2. Notion de dividende démographique 32
II.2.3. Les conditions essentielles pour arriver à un dividende démographique 34
II.3. La pression sur les terres cultivables 35
II.4. Pression sur les autres ressources 36
II.5. Impact de la croissance démographique sur les infrastructures de santé 37
II.6. Impact de la croissance démographique sur l'économie 37

II^{ème} PARTIE : IMPACTS DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE SUR L'EDUCATION 39

CHAPITRE I : L'EDUCATION EN COMMUNE MATONGO 40
0.1. L'enseignement formel 40
0.2. L'enseignement informel 41
I.1. L'enseignement primaire 42
I.1.1. Evolution des effectifs des écoliers de 2011 à 2014 43
I.1.2. Les abandons scolaires 55
I.1.3. L'état des infrastructures scolaires 57
I.1.4. Les équipements et les manuels scolaires 58
I.2. L'enseignement secondaire 63
I.2.1. Evolution des effectifs des élèves de 2011 à 2014 63
I.2.2. Les abandons dans les écoles secondaires 66
I.3. L'enseignement non formel 67

CHAPITRE II : CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET DEMANDE D'INFRASTRUCTURES SCOLAIRES 68

II.1. Pression démographique sur les infrastructures scolaires et leurs équipements au niveau du primaire 68

II.2. Pression des effectifs des écoliers sur les salles de classe 68

II.3. Evolution de l'effectif du personnel enseignant au niveau du primaire de 2011 à 2014 69

II.4. Pression démographique sur les infrastructures scolaires et leurs équipements au niveau du secondaire 71

II.5. L'augmentation des effectifs des élèves et le personnel enseignant 72

II.6. L'accroissement des salles de classe 73

CONCLUSION GENERALE 75

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 76

0. INTRODUCTION GENERALE

L'augmentation sans cesse croissante de la population est l'un des phénomènes les plus remarquables actuellement et presque généralisés dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Elle est cependant à l'origine de nombreux problèmes. A titre d'illustration, au Burundi, la population a doublé en moins de 30 ans, entre 1979 et 2008. Les données issues du recensement de 2008 montrent qu'elle évolue à un taux d'accroissement annuel moyen de 2,4%.

Ainsi, avec 4 028 420 habitants en 1979, 5 292 793 en 1990 et 8 053 574 en 2008 (ISTEEBU, 2008)[1], le Burundi compte parmi les pays dont la dynamique démographique est de grande ampleur. Notons que ce rythme de croissance n'est pas sans conséquences. Parmi ces conséquences, nous pouvons mentionner l'augmentation progressive des effectifs d'enfants d'âge scolaire, ce qui se traduit par la demande progressive d'infrastructures et équipements scolaires alors que la capacité des pouvoirs publics à satisfaire ces besoins en éducation ne suit pas le même rythme.

En partant du principe que tout enfant a droit à une éducation de qualité pour le préparer à un avenir meilleur, la forte croissance démographique risque de compromettre ce principe et finalement, handicaper l'atteinte des droits de l'enfant (ONU cité par NDINKABANDI, 2000)[2]. Par ailleurs, garantir le droit à l'éducation de la population est un principe auquel tous les Etats devraient souscrire pour promouvoir le développement. Un grand nombre de citoyens ayant une bonne formation constitue un atout pour le développement. Soulignons qu'il est difficile d'avoir du progrès tant que la population est illettrée. Pour ce fait, tout pays devrait dispenser un enseignement de meilleure qualité à tous les citoyens.

Malheureusement, la crise sociopolitique que le Burundi a connue depuis 1993 a eu sans doute des conséquences très néfastes sur le secteur éducatif : baisse de la scolarisation, destruction et pillage de nombreuses écoles, pertes importantes d'enseignants qualifiés. La crise a laissé dans son sillage une génération de jeunes qui a eu accès limité à l'éducation et qui reste privée des connaissances pouvant leur servir à s'intégrer normalement dans les secteurs de production. Conscient du retard accusé par le pays dans le domaine de la scolarisation, le Gouvernement a instauré en 2005 la gratuité de la scolarisation au niveau du cycle primaire du secteur public de l'enseignement.

---

[1] Recensement Général de la Population et de l'Habitat, 2008

[2] NDINKABANDI, A., *La croissance démographique et la scolarisation au Burundi*, UB, FLSH, 2000, p. 8

Cette mesure a été suivie d'une scolarisation de masse avec une augmentation brusque des effectifs scolaires dans tout le pays. Depuis cette période, les élèves ont augmenté alors que la mise en place des infrastructures ne suit pas la même courbe.

Ainsi, nous avons décidé de traiter la question de la croissance démographique et ses impacts sur l'éducation en prenant comme zone géographique d'étude, la commune de Matongo. Dans la commune de Matongo, la démographie galopante a des impacts sur la scolarisation puisque les ressources manquent cruellement. Les infrastructures scolaires, les équipements, les matériels didactiques et le personnel enseignant sont en quantité insuffisante alors qu'il y a beaucoup de jeunes scolarisables. L'évolution des effectifs des élèves ne va pas de pair avec l'augmentation des besoins qui sont loin d'être satisfaits.

La population burundaise est dans son ensemble pauvre, jeune, rurale et analphabète. La pauvreté touche près de 2/3 de la population avec une forte dominance en milieu rural. Le taux de pauvreté monétaire en 2014 s'est établi à 64,6% de la population totale contre 67,1% en 2006. En d'autres termes, près de deux burundais sur trois ne parviennent pas quotidiennement à satisfaire leurs besoins de base. Le seuil de pauvreté monétaire a été déterminé par la méthode du coût sur la base d'un seuil calorique normatif de 2100 kcal par jour et par équivalent adulte des besoins essentiels. L'Enquête modulaire sur les Conditions de Vie des Ménages du Burundi 2013/2014 a estimé ce seuil à 636510 Francs Burundais au niveau national par an, soit 1744 Francs Burundais par jour[3].

En moyenne, le revenu de la catégorie de la population la plus pauvre est inférieur de 25% au seuil de la pauvreté. Entre 2006 et 2014, au niveau de la population totale, le taux de la pauvreté a globalement baissé de 2,5 point de pourcentage. Dans certaines provinces, le niveau de pauvreté a baissé de plus de 10 points de pourcentage : Bujumbura Rural (-19,8%), Ngozi (-18,3%), Muramvya (-14,8%) et Karusi (-12,5%).Par contre, dans d'autres provinces ce niveau a augmenté de manière significative : Gitega (+11,5%), Bururi (+9,4%), Muyinga (+7,5%) et Kayanza (+6,8%)[4].

Soulignons que la pauvreté est plus accentuée en milieu rural qu'en milieu urbain quelle que soit la dimension monétaire ou en condition de vie (68,8% en milieu rural contre 27,8% en milieu urbain). Le taux de pauvreté baisse avec le niveau d'instruction. Les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction affichent un taux de pauvreté beaucoup plus élevé (74,8%), largement au-dessus de la moyenne nationale.

---

[3] Rapport de l'Enquête modulaire sur les Conditions de Vie des Ménages 2013/2014, p. 8
[4] Idem

Par contre les ménages dont le chef a un niveau d'instruction plus élevé se retrouvent avec un taux de pauvreté inférieur à la moyenne nationale, soit 44,1%1 (Rapport de l'Enquête Modulaire sur les Conditions de Vie des Ménages-2013/2014).

Concernant l'analphabétisme, 56.8% de la population ne savent ni lire ni écrire d'après le recensement général de la population et de l'habitat réalisé en 2008 au Burundi. Le taux d'analphabétisme reste élevé ; en 1995, il était de 64,7% en général et de 77,2% pour les femmes. Cette population se caractérise par une forte croissance démographique avec un niveau de fécondité très élevé. A titre d'illustration, le taux brut de natalité était de 42,8‰ et l'indice de fécondité de 6,3 enfants par femme en 2008. Le taux brut de mortalité était estimé à 15.9‰ la même année (ISTEEBU, 2008)[5].

0.1. Présentation générale de la commune Matongo

Géographiquement, la commune Matongo s'inscrit entre les latitudes 2°40' et 3°14' Sud et les longitudes 29°34' et 30°7' Est. Elle se situe au Sud-ouest de la province Kayanza et a une superficie estimée à 167,80km^2 soit 13,6% de la province (1 233,24 km^2) et 0,6% du pays (27 834 km^2). Elle est délimitée au Nord par les communes de Muruta et Kayanza ; au Sud par la commune de Bukeye de la province Muramvya ; à l'Ouest par la commune Musigati de la province Bubanza ; à l'Est par la commune de Butaganzwa et enfin au Nord-Est par la commune de Gatara. La commune Matongo s'étend sur deux régions naturelles à savoir : la région naturelle de Mugamba et la région naturelle de Buyenzi.

Au point de vu topographique, la commune de Matongo est traversée par la crête Congo-Nil orientée du Nord au Sud et parallèle au lac Tanganyika. A l'Est de cette chaîne, le relief décroît graduellement par des paliers successifs formant un plateau découpé en une multitude de collines. L'altitude de la région varie entre 1400 m et 1900 m au contact de la région naturelle de Mugamba. Les collines se caractérisent par des sommets subtabulaires et des versants faiblement incisés constitués par une alternance de larges formes concaves et convexes à pente modérée (par exemple les collines de Burengo,Bwayi et Gasare). Les collines se prolongent localement par un promontoire à sommets arrondis et à versants généralement plats (par exemple les collines de Ngoro,Ruganza,Muganza et Kivumu). Les divers modelés paysagers observés sont en relation directe avec la nature lithologique des matériaux avec leur degré de rajeunissement. Les crêtes gréseuses surplombent le paysage en raison de leur plus grande résistance à l'érosion et à l'altération.

---

[5] ISTEEBU, Op. cit.

Plusieurs unités paysagères se sont différenciées dans les matériaux schisteux à l'intrusion basique influencés par la latéritisation.

Dans les reliefs à pédogénèse peu active, de larges collines surbaissées à versants peu inclinés sont ceinturées par de vastes vallées souvent marécageuses (par exemple la colline Bandaga, Ruvumu et Burarana). Certains paysages sont fortement incisés et dénotent une action encore agressive des agents d'érosion.

Au point de vue climatique, le climat de la région présente les caractéristiques d'un climat de type tropical tempéré par l'altitude. Il y a lieu de distinguer dans ce dernier au moins deux zones :

- La zone de la crête, la plus froide avec une température moyenne annuelle de 15,5°C et une pluviométrie annuelle moyenne de 1500 mm.
- La zone des plateaux aux températures clémentes : 18,8°C en moyenne annuelle et aux précipitations moins abondantes se situant entre 1200 et 1500 mm.

Ainsi, la commune de Matongo s'étend sur deux régions naturelles à savoir : le Mugamba et le Buyenzi. La première couvre pratiquement les 2/3 de la commune et se caractérise par une altitude comprise entre 1900 et 2500 m. Le climat se caractérise par un climat relativement tempéré aux températures variant entre 14°C et 15°C ; le relief montagneux avec des pentes allant jusqu' à 50° ; la pluviosité moyenne annuelle est comprise entre 1300 et 2000 mm avec une végétation abondante[7].

Le Buyenzi couvre le tiers de la commune et se caractérise par une altitude moyenne comprise entre 1500 et 1900 m, un climat tropical humide avec une pluviosité moyenne annuelle comprise entre 1200 et 1500 mm. Les températures moyennes se situent entre 17 et 20°C. Les plus grands écarts de température apparaissent en saison sèche.

Au point de vue hydrographique, le réseau hydrographique qui draine la commune Matongo n'est pas négligeable. L'aspect le plus connu qui est la topographie granitique, influence le réseau hydrographique à être ramifié avec de vallées évasées jusqu'au voisinage des têtes de sources séparées par des croupes arrondies. La pente des talwegs sur les collines Bandaga et Gasare peut encore être assez forte et irrégulière ; la largeur des vallées est aussi variable et il n'est pas rare de rencontrer des fonds marécageux. On a plusieurs rivières avec chacune un bassin hydrographique peu étendu.

---

6 Monographie de la commune Matongo 2006

C'est ainsi qu'au Sud on a la rivière Nkokoma qui prend sa source vers Rusarenda ; à l'Est la rivière Nyawisesera, au Nord la Ruvubu et enfin à l'Ouest la rivière Mpanda qui sépare la commune Matongo et celle de Musigati.

Signalons qu'il y a aussi une multitude de petites rivières de moindres importances. Il y a également des marais irrigués par des rivières et des ruisseaux qui traversent cette commune. Concernant la faune et la flore, la végétation naturelle de Mugamba est très riche et variée alors que dans le Buyenzi, elle est presque inexistante. Actuellement, on observe une disparition du couvert végétal puisque l'occupation des terres est maximale. Cette disparition est le résultat de la pression démographique qui a des impacts directs sur tout espace non cultivé. Il subsiste encore une forêt naturelle (la Kibira) à l'Ouest de la région qui s'observe sur les collines Samakere, Mutarure, Nyarumanga, Nteko, Kinyovu et Rukoma. A part cette forêt naturelle de la Kibira, on a quelques boisements artificiels qui se trouvent surtout sur les bordures de la route (RN1). La faune est aussi riche et variée dans la partie du Mugamba selon l'INECN (98 espèces de mammifères, 20 espèces d'insectes, ...).

Quant aux sols, ils sont anthropiques à cause de la forte densité de la population. Les apports répétés de la matière organique et les labours successifs effectués de plus en plus profondément, modifient progressivement les propriétés physiques et chimiques des sols. Ces derniers sont des ferrisols anthropiques argileux. Toutefois, les fortes pentes sur lesquelles ils se trouvent nécessitent la protection contre l'érosion.

Au point de vue structure administrative, la commune Matongo est subdivisée en 4 zones et 35 collines :

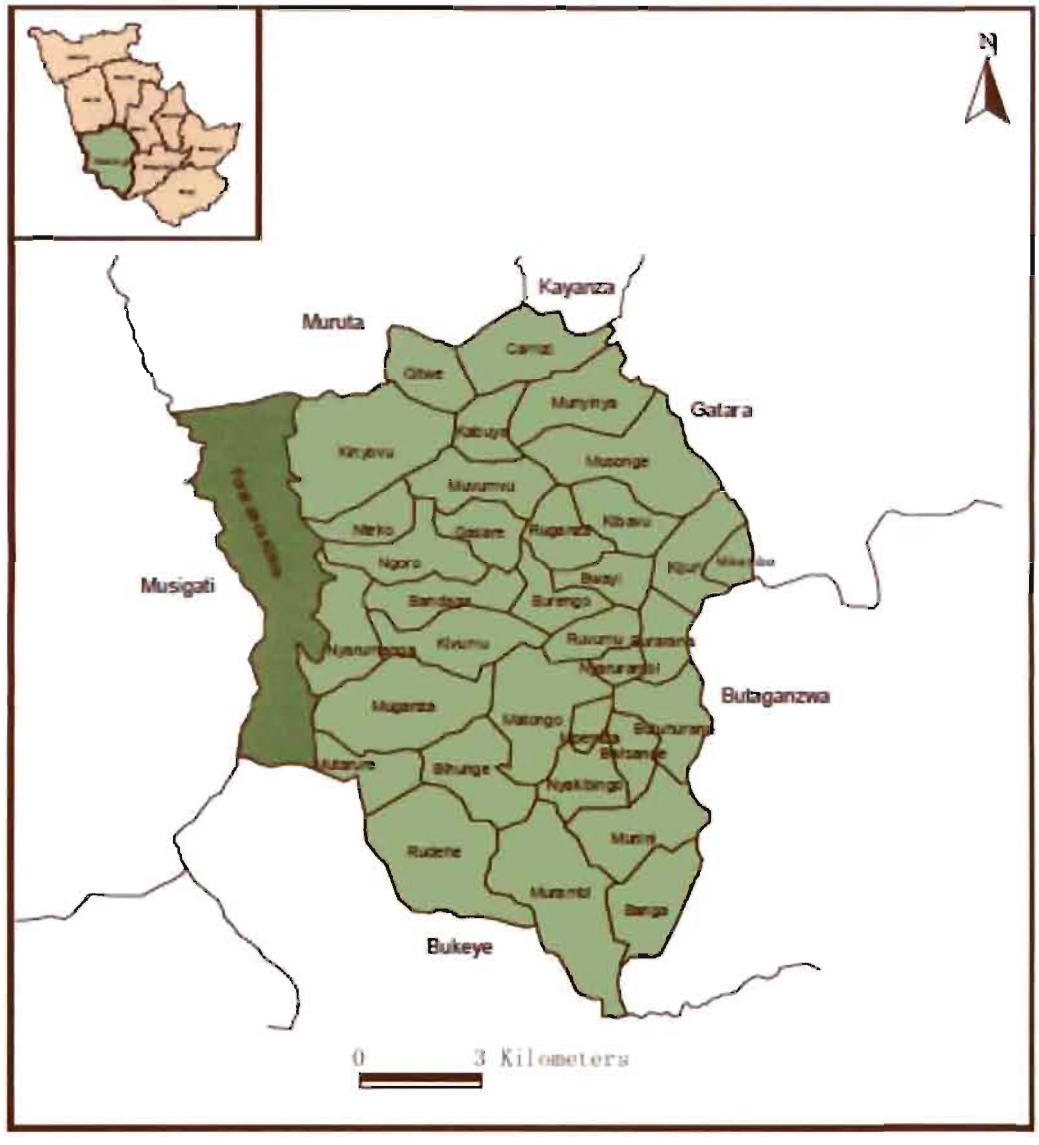
Tableau 1 : Découpage administratif de la commune Matongo

Zones	**Collines**
Banga	Banga, Bihunge, Matongo, Mpemba, Munini, Murambi, Mutarure, Nyakibingo et Rudehe
Burarana	Burarana, Butuhurana, Bwisange, Kijuri, Mikamba, Nyarurambi et Ruvumu
Kabuye	Camizi, Gitwe, Kabuye, Kinyovu, Musonge, Munyinya et Rukoma
Ruganza	Bandaga, Burengo, Bwayi, Gasare, Kibavu, Kivumu, Muganza, Mvumvu, Ngoro, Nyarumanga, Nteko et Ruganza

Source : Monographie de la commune Matongo (2006)

Ce tableau montre que les zones Burarana et Kabuye comptent chacune 7 collines de recensement tandis que la zone Banga englobe 9 collines et la zone Ruganza a 12 collines de recensement.

Figure 1 : Découpage administratif de la commune de Matongo



Source : Monographie de la commune Matongo (2006)

Concernant les aspects socio-économiques de la commune Matongo, la population est à majorité agricole avec le type d'habitat dispersé et avec peu d'habitations construites en matériaux durables. Aujourd'hui, l'habitat a tendance à se regrouper sous forme de village afin de gagner le maximum possible de terres pour l'agriculture.

Quant aux matériaux de construction utilisés au Burundi en général, les résultats de l'Enquête Démographique de Santé au Burundi 2010 montrent que 37% des ménages ont des maisons couvertes de tôles et 29% de tuiles. Des disparités s'observent selon le milieu de résidence.86% des ménages urbains ont des maisons couvertes de tôlés contre 33% en milieu rural. Concernant les matériaux des murs extérieurs, plus de 2/3 utilisent des briques adobes.

Dans la commune de Matongo en particulier, la plupart des maisons ont des murs en briques adobes, les autres sont en bois. Mais les maisons en briques cuites tendent à remplacer les maisons en briques adobes. Les maisons sont couvertes de tuiles en générale.

Ainsi, la population de la commune Matongo utilise le bois comme source d'énergie. En 2012, on a construit un village avec une adduction d'eau potable sur 12km^{2}et plus de 12 bornes fontaines.

0.2. Choix et intérêt du sujet

Le choix de notre sujet d'étude nous a été dicté par l'intérêt qu'il présente actuellement dans le sens d'une relation inséparable entre la population et le développement ainsi que les interrelations entre le développement et les problèmes de la scolarisation. La zone d'étude a été choisie sur base de sa situation démographique dans la province de Kayanza puisqu'elle est la troisième commune la plus peuplée dans cette province. La croissance démographique a des effets négatifs sur la scolarisation des enfants parce que beaucoup d'entre eux ne sont pas scolarisés. C'est dans cette logique que nous avons décidé de travailler sur un sujet relatif aux impacts de la croissance démographique sur la scolarisation dans la commune de MATONGO et enfin proposer certaines voies de solution face à ces difficultés.

0.3. Problématique et hypothèses de recherche

La population du Burundi s'élevait au recensement de 2008 à 8053574 habitants avec une densité de 310hab/km^2. Il compte parmi les peuplements les plus denses du continent africain.

La rapide croissance démographique pose au Burundi un grave problème puisque la population atteint une densité considérable. En effet, le développement est rarement compatible avec une telle situation qui entraîne de lourdes charges d'investissements et rend difficile l'exécution de programmes tels que la scolarisation ou la santé pour tous. Cette rapide croissance n'épargne pas la commune de Matongo.

La population est essentiellement jeune. Même si la fécondité baissait au simple niveau de remplacement de génération soit un peu plus de deux enfants par femme, la population continuerait à croître encore jusqu' 'à ce que les enfants d'aujourd'hui aient achevé leur vie féconde. Comme les femmes en âge d'avoir des enfants sont nombreuses, la croissance est encore assurée dans notre zone d'étude. Cette croissance a des impacts sur la scolarisation car les effectifs des élèves n'augmentent pas au même rythme que la construction de nouvelles infrastructures.

Devant cette situation du secteur de l'éducation, nous allons dans notre démarche de recherche, formuler quelques hypothèses qui seront confirmées où infirmées à la fin de ce travail. Ces hypothèses sont les suivantes :

- Une forte croissance démographique porte atteinte à l'éducation ;
- Le déséquilibre entre la demande et l'offre scolaire traduit la dégradation du système éducationnel.

0.4. Méthodologie utilisée et articulation du travail

En plus d'une documentation provenant des ouvrages généraux et des mémoires, notre travail s'est appuyé sur les sources essentielles à savoir : les données démographiques récoltées auprès de l'ISTEEBU, les enquêtes, les annuaires statistiques, les recherches auprès de l'inspection communale de Matongo, les rapports ainsi que les différents sites internet.

Ainsi, le travail s'articule sur deux parties principales comportant chacune deux chapitres. La première partie traite des aspects démographiques de la commune de Matongo tandis que la seconde traite de l'impact de la croissance démographique sur l'éducation.

Photo 1 (Prise le 13 Mars 2016 tout près de l'Eglise de Ryakabamba)



I^{ère} PARTIE : LES ASPECTS DEMOGRAPHIQUES DE LA COMMUNE MATONGO

CHAPITRE I : SITUATION DEMOGRAPHIQUE DE LA COMMUNE DE MATONGO

Introduction

La pression démographique désigne « *le poids qu'exerce la population sur la situation socio-économique* »[9]. (MANIRAMBONA, 1997).

Le Burundi est placé dans l'ensemble des pays à forte croissance démographique. La preuve en est qu'en 2008 d'après le recensement de la population et de l'habitat, 10 communes sur 117 que comptait le Burundi ont une densité qui surpasse 600 hab/km^2, plus de 400 habitants au km^2 pour 40 communes (pour la commune Matongo : 418 hab/ km^2), moins de 300 habitants au km^2 pour seulement moins de 50 communes. Cette densité très élevée de la population en milieu rural constitue une entrave majeure à l'accès alimentaire pour une population qui ne vit essentiellement que de l'agriculture de subsistance. Le Burundi figure parmi les pays les plus pauvres d'Afrique avec un PIB par habitant de 170 dollars américains en 2011 (282 dollars américains avant la crise socio-économique de 1993). D'après les données de l'enquête agricole de l'ISTEEBU (2013), on a enregistré des taux de croissance économique de 4,2% en 2011 et 2012. La croissance économique a progressé pour atteindre 4,7% en 2013 restant néanmoins faible pour faire face à la réduction de la pauvreté

Au Burundi, l'accroissement extrêmement rapide de la population pose un problème économique et social. Il entraîne la pression démographique qui s'observe dans plusieurs domaines. La pauvreté caractérise le pays en général. Dans le domaine agricole, les exploitations paysannes sont devenues très petites. Les secteurs comme l'éducation et la santé présentent des difficultés énormes. D'après les résultats de l'Enquête Démographique de Santé au Burundi 2010, c'est dans les ménages les plus pauvres que le taux brut de fréquentation scolaire est le plus faible (116%) et que dans les ménages riches, ce taux est le plus élevé (143%).

La structure par âge montre que la population burundaise est jeune. Les moins de 17 ans représentent la moitié de la population en 2008.Cette forte proportion de jeunes souvent appelée « dividende démographique » est à la fois une opportunité pour le développement d'une économie moderne si des investissements importants pour l'amélioration du capital humain et du contexte économique sont faits.

---

[9] MANIRAMBONA, R., *Pression démographique et organisation agraire en commune Matongo,* Bujumbura, UB, FLSH, 2002, p. 43.

Toutefois, en l'absence de ces investissements, une croissance démographique se révèle être un défi pour le développement notamment par son impact sur l'augmentation sans cesse des besoins en infrastructures, services et équipements sociaux. En outre, l'emploi des jeunes est un défi politique et social majeur. Dans le but d'atteindre le « dividende démographique », la vision Burundi 2025 prévoit de mettre en place entre autres politiques, une politique démographique volontariste et agressive dont le but est de réduire le taux de croissance démographique de 2,4% de 2008 à 2,0 à l'horizon 2025. Il s'agit de mettre en œuvre une politique de réduction de la fécondité, dans la mesure où la réduction de la mortalité s'impose. En vue d'atteindre les objectifs de la vision 2025, le Burundi mettra en place une politique volontariste de maîtriser la démographie par l'élaboration d'une stratégie agressive en partenariat avec les acteurs de développement socio-économique, en particulier avec le support des confessions religieuses, de la société civile et des Organisations Non Gouvernementales afin d'imprimer une courbe descendante durable au taux de croissance démographique.

Concernant la population de la commune de Matongo, elle évolue rapidement alors que les besoins sont loin d'être satisfaits. Les terres s'amenuisent de plus en plus. Cela constitue un problème épineux pour les planificateurs du développement. Certaines personnes ne comprennent pas que l'enfant est une charge. Pour elles, l'enfant est un don de Dieu et il est donc considéré comme une richesse.

I.1. Répartition et densité de la population de la province Kayanza

La population de la province de Kayanza n'a cessé d'augmenter. Elle est passée de 383085 habitants en 1979, à 443116 habitants en 1990, à 514075 habitants en 2006 et à 586096 habitants en 2008. La densité augmente également. Elle était de 310 habitants par km^2 en 1979, de 359 habitants par km^2 en 1990, de 417 habitants par km^2 en 2006 et de 475 habitants par km^2.

Tableau 2 : Répartition et densité de la population de la province Kayanza par commune en 2005

Communes	Population totale	Superficie en km^2	Densité	Classement par densité
Butaganzwa	48.660	103,38	471	3
Gahombo	34.585	80,64	429	7
Gatara	55.011	103,96	529	2
Kabarore	50.371	200,12	252	9
Kayanza	72.613	122,36	593	1
Matongo	**63.213**	**167,80**	**377**	**6**
Muhanga	60.362	128,90	468	4
Muruta	51.239	147,08	346	8
Rango	78.021	179	436	5
Total	**514.075**	**1233,24**	**417**	-

Source : MININTER (UPP □ Avril 2006)

Ce tableau montre que la commune de Matongo est parmi les plus peuplées de la province de Kayanza. Elle occupe la troisième place avec une population de 63 213 habitants. Mais, au niveau de la densité, elle occupe la sixième place.

I.2. Répartition de la population de la commune Matongo par tranche d'âge et par sexe

La structure par âge de la population de la commune Matongo montre que la population est jeune. 54,67 habitants ont moins de 25ans.

Tableau 3 : Répartition de la population de Matongo par tranche d'âge et par sexe

Tranche d'âge	Sexe		Total
	Hommes	Femmes	
0 – 4	9067	9159	18226
5 – 9	7783	8132	15915
10 – 14	6766	7252	14018
15 -19	5766	6313	12079
20 – 24	4879	5363	10242
25 – 29	4121	4462	8583
30 – 34	3492	3623	7115
35 – 39	2814	2796	5610
40 – 44	2381	2297	4678
45 – 49	1937	1819	3756
50 – 54	1522	1436	2958
55 – 59	1184	1119	2303
60 – 64	869	832	1701
65 – 69	580	571	1151
70 – 74	395	395	790
75 – 79	257	254	511
80 -	262	323	585
Total	**54075**	**56146**	**110221**

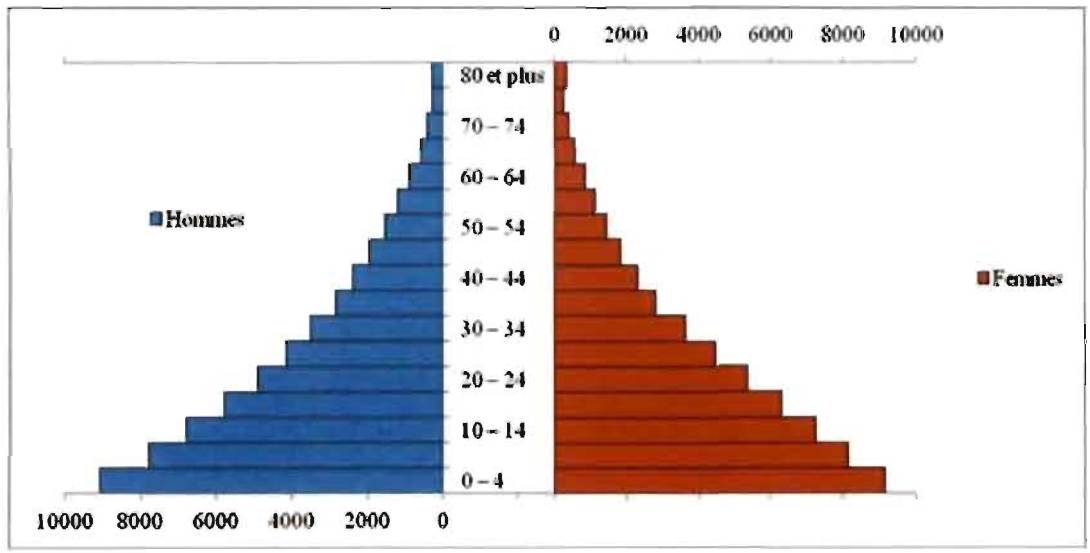
Source : ISTEEBU, Annuaire statistique, 2013

On remarque à partir de ce tableau que les femmes sont plus nombreuses que les hommes ; elles représentent 52,06% de la population communale. La population de notre commune est extrêmement jeune avec 54,65% de la population âgées de moins de 25 ans.

Or, une prépondérance des jeunes constitue une très lourde charge sur les adultes. A ces jeunes essentiellement inactifs, il faut ajouter les inactifs constitués par des personnes ayant plus de 60 ans. Dans une pareille situation, les adultes doivent travailler beaucoup pour que les jeunes puissent avoir accès à tous les biens nécessaires à leur épanouissement.

Ce caractère de jeunesse de la population de notre zone d'étude ne surprend personne puisqu'on sait que notre pays allonge la liste des pays à fort niveau de fécondité dans le monde. Ceux-ci étant caractérisés par une population extrêmement jeune.

Figure 2 : Pyramide des âges de la population de la commune Matongo



Cette pyramide des âges montre clairement que la population de Matongo est jeune. La base est large ce qui signifie qu'il y a beaucoup de jeunes. Le sommet effilé signifie qu'il y a peu de vieux et une forte natalité. Ainsi, l'élargissement de la base annonce six ans plus tard davantage de jeunes à scolariser et vingt ans plus tard de demandeurs d'emploi d'où il est indispensable de contrôler les naissances dans notre commune.

I.3. Evolution de la population de commune Matongo (2002 -2013)

La commune de Matongo est l'une des plus peuplées de la province Kayanza. Sa population augmente rapidement comme le montre le tableau ci-dessous :

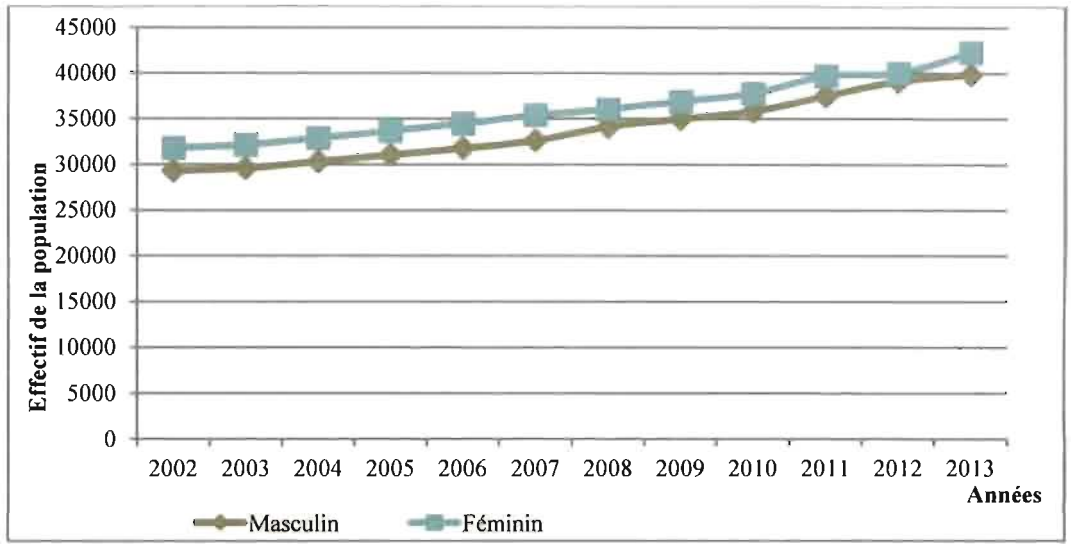
Tableau 4 : Evolution de la population de la commune Matongo

	Effectifs de la population		
Années	**Masculin**	**Féminin**	**Total**
2002	29286	31804	61090
2003	29593	32139	61732
2004	30303	32909	63212
2005	31031	33698	64729
2006	31775	34507	66282
2007	32 633	35439	68072
2008	34139	36082	70275
2009	35014	36948	71962
2010	35854	37835	73689
2011	37533	39752	77284
2012	39137	40084	79221
2013	39879	42324	82200

Source : ISTEEBU, Annuaire statistique, 2013

Comme l'indique le tableau ci- dessus, la population de la commune Matongo évolue très rapidement car elle est passée de 53.252 habitants en 1990 à 82200 habitants en 2013. En 1990, cette commune occupait la quatrième place des communes les plus peuplées de la province Kayanza après celle de Muhanga, Kayanza et Rango en ignorant la densité. Mais en 2013 elle occupait la troisième place.

Graphique 1 : Evolution de la population de Matongo



I.4. Les mouvements de la population

« Par mouvement de la population, selon Pierre George nous entendons le changement progressif de l'état des événements démographiques survenus durant une période donnée »[10] (cité par MANIRAMBONA, 1997). Ces événements peuvent être : les naissances, les décès, les mariages et les divorces. Ils traduisent ce que l'on appelle mouvements naturels de la population. A part ces mouvements naturels, il y a aussi des mouvements géographiques ou mouvements migratoires.

I.4.1. Les mouvements naturels

I.4.1.1. Les naissances

Au Burundi en général et en commune Matongo en particulier, la mentalité nataliste de la population se reflète entre autre sur la valeur attachée au mariage. Outre sa fonction procréatrice, le mariage est une obligation sociale et puisqu'on est tenu de se marier, on le fait le plus tôt possible. Le célibataire à vie est considéré comme un déviant ou un marginal. Ainsi, le niveau de fécondité des femmes burundaises demeure élevé. L'indice synthétique de fécondité reste élevé (5,84 enfants par femme en 2013), raison pour laquelle il est recommandé de mettre en place une politique démographique nationale en vue de maîtriser la croissance démographique[11].

[10] MANIRAMBONA, R. Op. cit., p. 49
[11] ISTEEBU 2013, Economie Burundaise.

En effet, le niveau de fécondité varie selon le milieu. Ainsi, le niveau de fécondité des femmes du milieu rural est nettement supérieur à celui des femmes du milieu urbain (6,6 contre 4,8 enfants) d'après les données de l'Enquête Démographique de Santé 2010. Le niveau de la fécondité diminue avec l'augmentation du niveau d'instruction de la femme et avec l'amélioration du niveau de bien-être du ménage dans lequel elle vit, passant de 6,8 enfants en moyenne pour les femmes non instruites à 4,4 enfants parmi celles ayant un niveau d'instruction au moins secondaire[12].

Comme la population burundaise continue d'augmenter rapidement, la population de la commune Matongo ne s'écarte pas de cette tendance. Ainsi, en 2013, la population jeune (dans la tranche de 0 à 20 ans) était de 60238 habitants soit 54,6% de la population total de la commune Matongo, 45245 habitants d'adultes actifs soit 41,04% de la population totale et 4738 habitants sont âgés de plus de 60 ans.

La femme burundaise en milieu rural se marie relativement jeune, ce qui fait accroître le niveau de fécondité. Beaucoup de filles abandonnent leurs écoles et vont se marier étant jeunes. Or, plus une femme est instruite, plus elle se marie à un âge avancé par rapport à celle qui n'a pas fréquenté l'école. Quand on se marie jeune, les chances d'avoir beaucoup d'enfants augmentent. Soulignons que dans la commune Matongo, la fécondité reste forte car certaines personnes sont contre les méthodes contraceptives. L'âge légal de mariage au niveau national est de 21 ans pour un garçon et de 18 ans pour une fille.

Dans notre zone d'étude, il y a tant de jeunes qui se marient avant d'atteindre l'âge légal. La grande partie de la population communale est analphabète. Le temps d'allaitement a tendance à diminuer. L'explosion démographique résulte aussi de la baisse de la mortalité suite au progrès de la médecine et la prolifération des infrastructures de la santé.

Selon les résultats du Recensement de la Population et de l'Habitat de 2008, le taux brut de mortalité était de 17,5/1000. En 2013, il est estimé à 14,6/1000. La mortalité infantile est passée de 119,7/100 à 115,6/1000 de 1990 à 2001.

Cette démographie galopante est loin d'être ralentie étant donné que la population reste réticente à la mise en application des méthodes d'adaptation face à cette démographie galopante. Il y a la nécessité d'un appui de la part des différents acteurs du développement. Cependant, la population commence à comprendre que mettre au monde beaucoup d'enfants constitue un réel problème.

[12] Enquête Démographique de Santé 2010

Les raisons avancées sont l'exigüité des terres, le chômage, l'encadrement d'un nombre élevé d'enfants. Ainsi, la population commence à utiliser les méthodes contraceptives.

I.4.1.2. La mortalité

Au cours de la période précoloniale, le Burundi se caractérisait par une mortalité élevée. La mortalité maternelle et infantile était très élevée. Mais actuellement, ce taux a sensiblement diminué. Cette diminution est le résultat des progrès sanitaires, de l'amélioration des conditions alimentaires et des campagnes de sensibilisation à la vaccination des nouveau-nés. La santé des enfants reste au cœur du Gouvernement du Burundi. En vue d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le Développement dont l'un des objectifs était de réduire des 2/3 le taux de mortalité infanto-juvénile entre 1990 et 2015 le Gouvernement avait adopté un certain nombre de mesures visant à l'amélioration de la situation et à la réduction du taux de mortalité notamment par la mise en place de la politique de la gratuité des soins de santé des enfants de moins de cinq ans.

Tableau 5 : Quotient de mortalité des enfants de moins de cinq ans

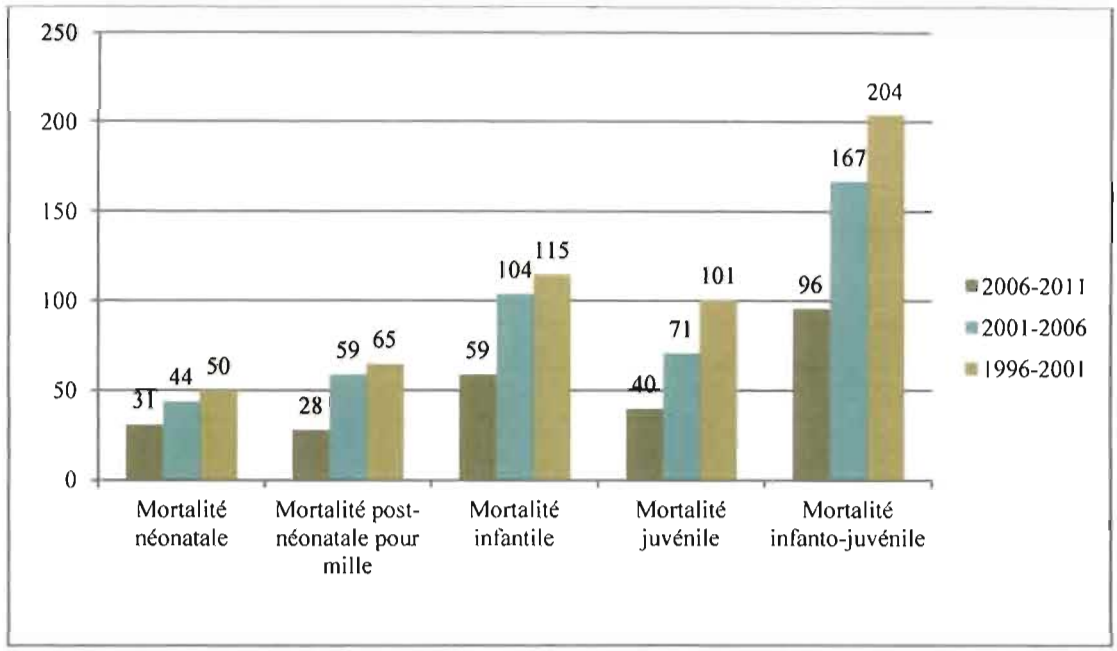
Période	Mortalité néonatale	Mortalité post-néonatale pour mille	Mortalité infantile	Mortalité juvénile	Mortalité infanto-juvénile
2006-2011	31	28	59	40	96
2001-2006	44	59	104	71	167
1996-2001	50	65	115	101	204

Source : EDS (2010)

Sur la période des quinze dernières années (de 1996 à 2011), une baisse importante de la mortalité des enfants de moins de cinq est observée, aussi bien au niveau de la période néonatale, post-néonatale et au niveau de la période juvénile.

Le taux de mortalité néonatale passe de 50 pour mille à 31 pour mille et un taux de mortalité post-néonatale passe de 65 pour mille à 59 pour 1000. En ce qui concerne la mortalité juvénile, son niveau de 40 pour mille observé en 2006-2011 est nettement inférieur à celui observé en 1996-2001(101 pour mille). Pour la mortalité infanto-juvénile, le niveau de mortalité a fortement baissé au cours de ces 15 dernières années passant de 204 pour mille en 1996-2001 à 96 pour mille en 2006-2011.

Graphique 2 : Evolution du quotient de mortalité des enfants de moins de cinq ans



Par contre, l'espérance de vie qui atteignait 50 ans en 1990 a diminué jusqu'à 45 ans et a sensiblement diminué en 1993 jusqu'à atteindre 29,1 ans pour les hommes et 34,7 ans pour les femmes à cause de la crise politique qu'a connue notre pays, Mais, après les années 2000, l'espérance de vie s'est améliorée.

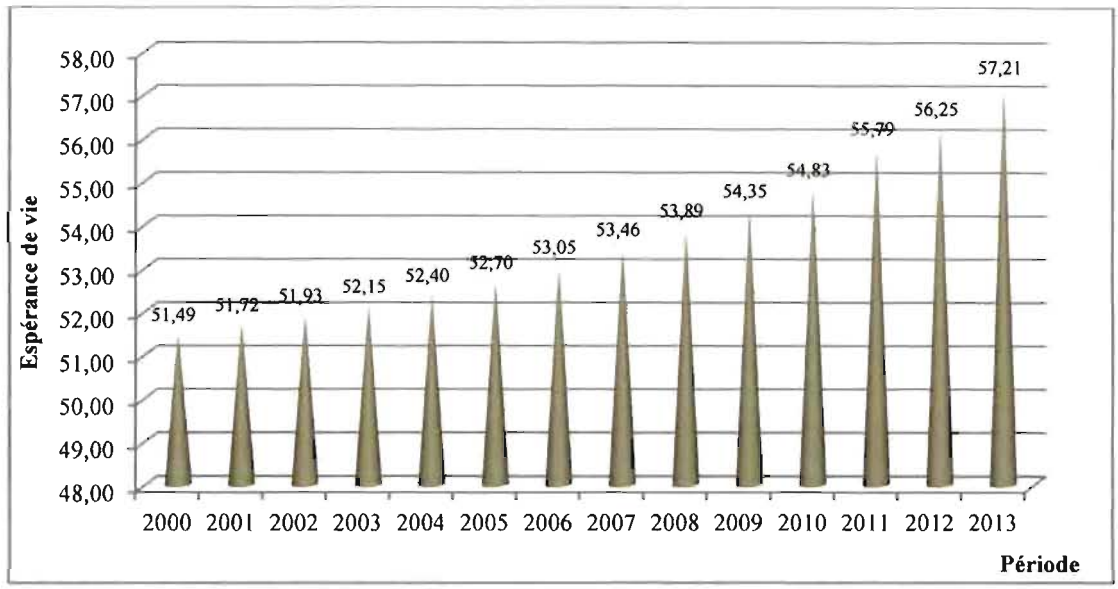
Tableau 6 : Evolution de l'espérance de vie

Période	Espérance de vie de la population
2000	51,49
2001	51,72
2002	51,93
2003	52,15
2004	52,40
2005	52,70
2006	53,05
2007	53,46
2008	53,89
2009	54,35
2010	54,83
2011	55,79
2012	56,25
2013	57,21

Source : www.google.com.

De ce tableau, on remarque que l'évolution de l'espérance de vie de 2000 à 2013 a augmenté en passant de 51,49 à 57,21 en 2013.

Graphique 3 : Evolution de l'espérance de vie



Dans notre zone de recherche, le taux de mortalité infantile a baissé grâce à la vaccination et aux soins donnés par cinq centres de santé dont dispose toute la commune de Matongo à savoir centre de santé de Bandaga, de Kabuye, de Nyarumanga, de Burarana et celui de Banga. Notons que les progrès de la médecine enregistrés au niveau national l'ont été aussi dans notre zone d'étude.

I.4.1.2.1. La santé maternelle

Selon les statistiques sanitaires de la Direction du Système National d'Information Sanitaire (DSNIS) à travers les annuaires statistiques des années 2010,2011, 2012 et 2013, des évolutions sont remarquables au niveau des services de santé. Des efforts ont été observés en ce qui concerne la santé maternelle, la vaccination, la nutrition des enfants, la santé curative et la situation du VIH/SIDA.

Tableau 7 : Evolution des principaux indicateurs de santé maternelle

Indicateurs	2010	2011	2012	2013
Mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes	500	219	163	169
Taux d'acceptation des méthodes contraceptives	27%	15,8%	16,9%	41,8%
Taux de prévention des femmes enceintes VIH/SIDA bénéficiaires des services PTME	15,7%	38,1%	42%	57,9%
Couverture antitétanique chez les femmes enceintes		86%	87,5%	96,1%

Source : ISTEEBU, Annuaire statistique au Burundi, 2013

D'après les données de ce tableau, le ratio de mortalité maternelle connaît une tendance décroissante au Burundi depuis 2010. Cependant, il s'est fait remarquer que ce taux est passé de 163 en 2012 à 169 pour 100 000 naissances vivantes en 2013.Concernant le taux d'acceptation des méthodes contraceptives, il est de 27% en 2010 et 41,8% en 2013. En ce qui est du taux de prévention pour le VIH pour les femmes enceintes bénéficiaires de sévices PTME, les moyennes nationales ont été de 15,7% en 2010 et de 57,9% en 2013. Tous ces indicateurs contribuent à la réduction de la mortalité.

I.4.1.2. 2. Vaccination et nutrition des enfants

Des améliorations dans le domaine de la vaccination des enfants au niveau national ont été observées sur la période 2010-2013. Ceci s'explique par les raisons suivantes : les campagnes de sensibilisation menées par le programme élargi de vaccination, à travers les messages diffusés par les médias, voire même des décentes organisées sur terrain dans les différentes provinces sanitaires du Burundi. En plus de la vaccination routine, des campagnes de vaccination de rattrapage ont été organisées.

Tableau 8 : Evolution des vaccins accordés aux enfants

Indicateurs	2010	2011	2012	2013
Taux de couverture vaccinale complète chez les enfants	98,4%	97,7%	99,6%	99,8%
Taux de couverture vaccin contre la poliomyélite, la diphtérie, le tétanos, la coqueluche et l'hépatite B (pentavalent 3)	103,2%	103,5%	98,8%	98,7%
Taux de couverture vaccin anti rougeole	85,6%	85%	96,9%	101,3%
Taux de couverture en polio III	87,6%	91%	95,9%	98,4%

Source : ISTEEBU, Annuaire statistique au Burundi, 2013

Ce tableau montre que pour le taux de couverture vaccinale complète chez les enfants, les moyennes sont de 98,4% en 2010, 97,7% en 2011, 99,6% en 2012 et 99,8% en 2013. Concernant le taux de couverture vaccinale pentavalent 3, les moyennes nationales sont de 103,2% en 2010, 103,5 en 2011, 98,8% en 2012 et 98,7% en 2013.ces dépassements de 100 signifient que le nombre d'enfants vaccinés est élevé. Quant au taux de couverture vaccin anti rougeole, les moyennes nationales sont de 85,6% en 2010, 85% en 2011, 96,9% en 2012 et 101,3% en 2013. En ce qui est de la polio III, les moyennes sont de 87,6% en 2010, 91% en 2011, 95,9% en 2012 et 98,4% en 2013[13].

En dépit du potentiel en autosuffisance alimentaire, le Burundi est l'un des pays les plus affectés par l'insécurité alimentaire. Parmi les 79 pays listés dans le rapport Global Hunger, le Burundi affiche un taux de 58% d'enfants de moins de 5ans chroniquement malnutris.

I.4.2. L'accroissement naturel

Le niveau du taux de natalité ainsi que celui de mortalité influencent l'accroissement naturel. Le taux de natalité reste élevé et celui de mortalité est en recul. Il en découle que le taux d'accroissement est élevé. D'ailleurs il s'agit de la différence entre les deux taux. Ainsi, l'âge à la première union compte parmi les facteurs les plus importants qui influencent le niveau de la fécondité. Les résultats de l'Enquête Démographique de Santé 2010 ont permis d'estimer l'âge médian des femmes de 25-49 ans et des hommes de 25-49 ans à la première union (20,1ans pour les femmes et 24,1ans pour les hommes). Les hommes entrent en première union à un âge plus tardif que les femmes. Selon les résultats de cette enquête, le niveau de fécondité reste élevé puisque chaque femme donne naissance en moyenne à 6,4 enfants durant sa vie féconde. Concernant le taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans, il a baissé grâce à la mise en place de la gratuité des soins de santé, au renforcement de la vaccination et a la prise en charge des maladies de l'enfant. Nous constatons que le taux d'accroissement naturel est élevé puisque celui de mortalité a baissé et que celui de fécondité est élevé.

[13] ISTEEBU 2013, Op. cit., p. 40

I.4.3. Changement de comportements de la population face à la croissance démographique

I.4.3.1. La mise en pratique de la régulation des naissances

I.4.3.1.1. L'évolution de la politique de contrôle des naissances

La politique de contrôle des naissances a commencé avec le troisième plan quinquennal de 1978 – 1982 et consiste à prévoir un freinage de l'explosion démographique qui commençait à être sensible. Elle renferme toutes les actions visant à réduire et à contrôler l'évolution de la population pour être compatible avec les ressources disponibles. Cela n'est possible qu'en faisant recours aux méthodes contraceptives qui permettent de réduire le nombre d'enfants par famille.

Cependant, la mise en application n'a pas été facile au départ. Avec la mentalité de la population burundaise majoritairement analphabète, l'utilisation des méthodes contraceptives s'est heurtée à plusieurs obstacles. Au fur et à mesure que le niveau de vie s'est dégradé suite à la diminution sensible des rendements, la population de la commune Matongo et de tout le pays a senti la nécessité de réduire le taux élevé des naissances.

Grâce aux efforts conjugués des agents administratifs, sanitaires et confessions religieuses dans la sensibilisation, cette politique connaît actuellement des progrès.

I.4.3.1.2. La connaissance de la contraception

Selon les résultats de l'EDS 2010, la quasi-totalité des femmes et des hommes au niveau national connaissent au moins une méthode contraceptive (respectivement 97% et 98%). Parmi les hommes et les femmes en union, les proportions de ceux qui ont entendu parler d'une méthode sont également élevées (99% pour les deux cas).Plus de neuf sur dix connaissent les injectables, la pilule et le condom masculin. A l'opposé, la stérilisation masculine est la méthode la moins connue (35% chez les femmes en union et 43% chez les hommes en union). Par rapport aux méthodes modernes, la connaissance des méthodes traditionnelles est plus faible (73% des femmes en union, 88% des hommes en union).

Tableau 9 : Connaissance des méthodes contraceptives

Méthodes	Ensemble de femmes	Femmes actuellement en union	Ensemble des hommes	Hommes actuellement en union
N'importe quelle méthode	97,0	99,2	98,2	98,9
Méthode moderne	97,0	99.2	98,1	98,7
Stérilisation féminine	57,7	67,3	65,8	77,7
Stérilisation masculine	28,5	34,5	35,7	43,2
Pilule	91,4	97,0	85,6	91,7
Dispositifs intra-utérins	82,6	92,2	80,3	89,4
Injectables	92,9	97,5	85,4	91,1
Implant	45,2	55,2	34,3	42,5
Condom masculin	89,4	94,1	96,8	97,9
Condom féminin	69,1	74,6	66,9	71,8
Méthode d'allaitement maternelle et de l'aménorrhée	55,5	66,7	49,2	57,7
Méthode traditionnelle	60,6	73,1	77,5	88,3
Rythme	48,0	56,4	70,5	80,2
Retrait	44,2	57,8	61,0	74,5

Source : EDS (2010)

Les résultats de ce tableau montrent que la connaissance des méthodes contraceptives est généralisée au Burundi.

I.4.3.1.3. La complexité des méthodes contraceptives

Les méthodes contraceptives sont multiples et le choix dépend des facilités qu'elles offrent à l'utilisateur. Parmi ces méthodes, certaines sont naturelles comme l'abstinence, l'allaitement prolongé, le coït interrompu et la méthode centrée sur l'observation des changements de températures tandis que d'autres sont modernes comme le cas de l'utilisation des préservatifs, des dispositifs intra-utérins et les contraceptifs oraux. Ces méthodes ont l'avantage d'aider à maîtriser et à programmer la fécondation au moment souhaité.

Parmi les méthodes modernes, ce sont les injectables qui sont les plus fréquemment utilisées : 6% de l'ensemble des femmes et 10% des femmes en union. Les autres méthodes sont peu utilisées : 3% des femmes en union utilisent le dispositif intra-utérin et 2% la pilule.

Toutefois, les contraintes de ces méthodes sont multiples. Certaines exigent une grande responsabilité des époux ou de l'un des deux. L'abstinence compte en premier lieu mais comme le degré de contrôle varie d'un individu à l'autre, il y a des personnes qui n'y parviennent pas et préfèrent faire l'amour hors du foyer conjugal. D'autres méthodes exigent un respect minutieux des prescriptions ou un usage compliqué présentant souvent des risques.

Tableau 11 : Quelques avantages et inconvénients de quelques méthodes contraceptives

Méthodes	Avantages	Inconvénients
Abstinence	efficacité 100 % sans coût	erreur de calcul, effet sur la santé psychologique des époux
Allaitement prolongé	sans coût, sans préparation	risques imprévisibles
Coït interrompu	efficacité : 80 à 85%, sans coût	exige une grande responsabilité du mari, insatisfaction des deux
Contrôle des températures	efficacité : 97%	Problème de contrôle en cas de maladies, exige un certain niveau de connaissances, infidélité
Préservatifs	efficacité : plus de 96%, ne nécessite aucun examen ni contrôle médical	Insatisfaction et risques imprévisibles
Pilules	efficacité : 99,9%	Exige le respect des prescriptions, favorise l'obésité, provoque l'élévation de la tension artérielle, peut provoquer le cancer
Stérilet	Efficacité : 99,9%, peu coûteux	Mode d'action complexe, cause de douleurs, allergique, perte de sang, fièvre
Stérilisation définitive	Efficacité ; 99,9%	Irréversibilité de la méthode

Source : NDAYIZEYE, *Croissance démographique et ses impacts sur le système scolaire au Burundi*, 2010

Au Burundi, les méthodes contraceptives disponibles sont au nombre de sept d'après les informations recueillies auprès des responsables du programme national de la santé et de la reproduction. Ce sont notamment les pilules, les spermicides, les condoms, la medroxy-progesterone ou la méthode injectable, le dispositif intra-utérin, la contraception chirurgicale volontaire et les implants.

Les contraintes pour la planification des naissances sont essentiellement l'analphabétisme, le manque d'information et l'insuffisance des infrastructures sanitaires. L'analphabétisme est un handicap majeur dans la planification des naissances car les analphabètes en général sont ceux qui ignorent l'importance de la limitation des naissances.

Concernant les sources d'informations, ce sont les radios et les agents administratifs qui sont les principales. L'église constitue également une source dont le seul moyen de sensibiliser est l'abstinence qui n'est pas facile pour sa mise en application.

L'accès aux infrastructures sanitaires devrait aussi contribuer à la planification des naissances car c'est dans les centres de santé et hôpitaux que la population trouve les informations détaillées en rapport avec la planification des naissances et les méthodes contraceptives.

I.4.3.1.4. Eléments influençant la politique de limitation des naissances

Plus une femme a un niveau d'éducation scolaire élevé, plus elle se marie à un âge avancé par rapport à celle qui n'a pas fréquenté l'école. Les femmes non instruites trouvent uniquement le statut social et le respect souhaités dans le mariage. L'utilisation des méthodes contraceptives nécessite l'accord des partenaires sexuels mais aussi il existe des femmes qui utilisent une des méthodes sans que leurs maris le sachent.

I.4.4. Mouvements géographiques

« *Selon Pierre George, on appelle mouvement géographique, migration ou mouvement migratoire, un ensemble de déplacements ayant pour effet de transférer la résidence des intéressés d'un certain lieu d'origine à un certain lieu d'arrivée* ». Cité par MANIRAMBONA, 1997, p. 37.

I.4.4.1. Une immigration insignifiante

A l'époque coloniale, les fortes densités du Burundi ont toujours préoccupé les autorités coloniales qui comptaient sur l'abondance de la population pour l'utiliser dans l'exploitation des ressources naturelles d'autres pays colonisés.

Durant la période coloniale allemande sur le Tanganyika et sur le Ruanda-Urundi, l'administration allemande de Dar-Es-Salaam qui constata la forte densité de la population du Ruanda-Urundi et le manque de main d'œuvre dans les régions côtières, avait songé à un déplacement de population. C'est le cas de des Burundais et des Rwandais qui étaient allés travailler dans les usines minières du Congo Belge. Les besoins de plus en plus pressants d'argent ont poussé les Burundais à aller travailler en Tanzanie et en Ouganda[14].

D'autres migrations concernent des gens qui se déplacent à la recherche des terres. La colonisation des territoires périphériques moins peuplés a continué après l'indépendance. Cette fois-ci ce furent des migrations volontaires non organisées. Les populations des régions centrales très peuplées affluent vers les zones périphériques.

---

[14] René MANIRAKIZA, Population et Développement, 2008, p. 2

Quant à notre zone d'étude, comme les terres s'amenuisent de temps en temps, les gens se déplacent vers d'autres provinces afin d'avoir de terres cultivables. C'est pourquoi nous disons que le phénomène d'immigration n'est pas fréquent dans la commune de Matongo.

On a des cas de mariage où des fois des filles en provenance d'autres communes rejoignent leurs fiancés. Un autre cas observé est celui des agents administratifs, de la santé et de l'enseignement qui viennent travailler dans la commune de Matongo.

I.4.4.2. Une émigration croissante

Cette forme de migration dans notre zone d'étude s'observe sous deux aspects : des migrations rurales et l'exode rural.

a. Les migrations rurales

Par migrations rurales, nous entendons le déplacement plus ou moins durable voire même définitif des personnes d'une région rurale vers une autre région rurale. Dans la commune Matongo, des gens quittent leurs propriétés par manque de terres cultivables pour se rendre dans la région de Kumoso ou encore dans la région de Bugesera en particulier dans la province de Kirundo. Cette forme de migration a comme raison la recherche des terres cultivables. Avant la crise de 1993, une grande partie d'émigrants se rendaient surtout dans les provinces de Bubanza et de Cibitoke. D'autres gens se déplacent aussi vers les provinces du Sud à la recherche de l'emploi dans les travaux ménagers ou dans l'exploitation des bois.

b. L'exode rural

« Le mot exode rural désigne selon Pierre George, un départ massif de la population rurale vers les régions urbaines »[15] (cité par BUCUMI, 2009 p. 60). Dans la commune de Matongo, cette forme de migration intéresse beaucoup plus les hommes que les femmes, les jeunes que les adultes. Ils se rendent dans la ville de Bujumbura à la recherche d'une vie meilleure. Ces départs importants des jeunes vers la capitale s'observent surtout pendant la saison sèche.

Avec la population galopante de la commune Matongo, il s'avère nécessaire de sensibiliser les avantages de la planification des naissances. Plus la densité de la population est élevées, plus les terres cultivables sont surchargées et deviennent ainsi moins productives. En effet, la croissance démographique estimée à 2,4% par an associée aux méthodes d'exploitations traditionnelles, engendre une dégradation continue et accélérée de l'environnement naturel.

[15] BUCUMI, S. *Pression démographique*, activités et environnement en milieu rural burundais, 2009 p. 60.

La superficie des exploitations diminue d'année en année. La taille moyenne des exploitations agricoles par ménage qui était de 1,04 hectare en 1973 est tombée à près de 0,50 hectares en 2012 (Enquête Modulaire sur les Conditions de vie des Ménages 2013-2014).

I.5. L'habitat

L'habitat de la commune Matongo est dispersé mais il tend aujourd'hui à être regroupé. Les familles vivent isolées les unes des autres dans des maisons entourées pour la plupart de bananeraies. Les sommets et les vallées sont peu habités car selon les ancêtres, les vallées sont gorgées de mauvais esprits tandis que les sommets sont toujours balayés par des vents violents. Cependant, ces zones commencent à être habitées.

Même si l'habitat est dispersé, les maisons ne sont pas éloignées les unes des autres. D'ailleurs, à cause de l'exploitation intensive des terres, l'habitat a tendance à se regrouper sous forme d'Ibirwati afin de maximiser des terres arables.

Quant aux matériaux de construction utilisés au Burundi en général, les résultats de l'Enquête Démographique de Santé montrent que 37% des ménages ont des maisons couvertes de tôles, 29% de tuiles. Des disparités s'observent selon le milieu de résidence : 86% des ménages urbains ont des maisons couvertes de tôles contre 33% en milieu rural. Concernant les matériaux des murs extérieurs, plus de 2/3 des ménages utilisent des briques adobes.

Dans notre zone d'étude, plus de 60% des maisons ont des murs en briques adobes et les autres sont en bois. Il existe aussi des maisons en briques cuites qui tendent d'ailleurs à remplacer petit à petit les maisons construites en briques adobes.

Concernant la toiture, on observe une prédominance des tuiles. Les maisons recouvertes de tôles sont peu nombreuses dans la commune de Matongo.

CHAPITRE II : APPROCHES THEORIQUES DES IMPACTS DE CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET LE DEVELOPPEMENT

Introduction

A la fin du XVIII[e] siècle, Malthus Thomas, un économiste anglais développa la théorie selon laquelle la croissance de la population est beaucoup plus rapide que celles des ressources. Les hommes devaient donc freiner leur démographie pour éviter les catastrophes liées au surpeuplement. Depuis la première édition en 1789 de son livre intitulé *« Essai sur les principes de population »*, le clivage s'est opéré entre les tenants d'une thèse qui voit en l'accroissement de la population une source de développement et ceux qui disent que l'accroissement de la population constitue un frein au développement. Ce sont les malthusiens, les antimalthusiens et les néomalthusiens.

En effet, les antimalthusiens affirment qu'une forte densité de la population est un facteur de progrès, car elle pousse aux innovations. Dans cette optique, l'importance de la population ne dépend pas des richesses locales, c'est au contraire elle qui stimule la création de richesses et donc le développement. Ainsi, une population clairsemée et aux effectifs stagnants n'est pas poussée à moderniser l'agriculture pour accroitre la production. Mais elle y sera par contrainte si elle doit faire face à une augmentation importante de nombre de bouche à nourrir.

Quant aux malthusiens et néomalthusiens, une population qui s'accroit rapidement expose l'humanité à des crises majeures dans le futur : stagnation du niveau de vie, pénurie de ressources et dysfonctionnement de l'économie. Ainsi, il faut stopper la croissance démographique.

Cependant, des analyses sur la croissance démographique ont été contestées, mais nombreux des observateurs continuent à redouter une catastrophe écologique née de l'explosion démographique du tiers monde[16].

Selon la théorie malthusianiste, les couples devraient volontairement réduire le nombre de leurs enfants en fonction des ressources alimentaires dont ils disposent. En 1914, la population de l'Europe s'accroit en effet plus vite que celles des autres continents, elle augmente de 2 millions chaque année. Au milieu des années 60, c'est le baby-boom en Europe. La natalité dépasse 20/1000 et les familles européennes ont alors 3,4 et 5 enfants. Depuis 1965, le nombre de naissance s'est effondré.

---

[16] André Gauthier, *Les hommes et la terre*, Agrégé de Géo, Bréal, 1996.

Les femmes ont en moyenne à peine deux enfants, chiffre insuffisant pour le renouvellement des générations. L'espérance de vie à la naissance en Europe atteint 68 ans pour les hommes et 76 ans pour les femmes[17].

Néanmoins cette réduction ne tarde pas à avoir des conséquences sur la population européenne entre autre le vieillissement. Ce dernier pose quantité de problèmes dans les pays riches : baisse du dynamisme de la société, difficulté pour le financement d'une protection sociale de plus en plus coûteuse dans les domaines de la santé et des retraités dont les régimes sont de plus en plus difficiles à équilibrer.

En 1997, la population de la France est estimée à un peu plus de 58 million d'habitants soit au 4èrang en Europe. Il est le premier pays européen à connaître la transition démographique. Cette dernière se définit comme étant processus de changement de la croissance de la population qui se caractérise dans une première phase par une montée progressive de cet accroissement en raison de la baisse de la mortalité et de maintien de la natalité, dans une deuxième phase par une diminution de cet accroissement naturel due à une baisse de la fécondité donc de la natalité[18].

Concernant le Burundi, il figure parmi les pays en développement où on observe une forte croissance démographique. Les naissances sont nombreuses notamment dans les pays pauvres en raison de la précocité de l'âge au premier mariage des femmes, de l'analphabétisme, de l'absence de l'usage des méthodes contraceptives et du rôle de l'enfant très tôt productif. Le nombre d'enfant par femme est en moyenne 6,4 enfants.

Il y a un sous-emploi et beaucoup de chômage car nombreux sont les jeunes qui arrivent sur le marché du travail chaque année sans trouver du travail. Les résultats de l'Enquête modulaire sur les Conditions de vie des Ménages indiquent un taux de chômage de 1,6% au sens strict et de 2,4% au sens large du terme. Le chômage est plus important en milieu urbain qu'en milieu rural, avec un taux au sens large de 14,7%, touchant davantage les personnes instruites : 6,9% de niveau d'études secondaires et 17,9% de niveau supérieur. Le chômage est plus élevé chez les hommes que chez les femmes même si les écarts ne sont pas significatifs. Par rapport à l'âge, ce phénomène de chômage touche particulièrement les jeunes de 15-35ans avec un taux estimé à 3,7% alors qu'il n'est que de 1% en moyenne dans la tranche d'âge de 36-64 ans.

---

[17]GRIMAL, J .C, *La population du monde,* Edition Marabout 1996, p. 120
[18] CHRITIAN, B., *La France en Europe* et dans le monde, Hachette, 1997 p. 200

La jeunesse pèse lourdement sur les budgets des Etats qui doivent faire face à des coûts élevés de scolarisation et éprouvent des difficultés à satisfaire les besoins alimentaires avec leurs populations pléthoriques.

II.1. Approches théoriques sur les interrelations entre population et développement

Le Burundi a un problème lié à la pression démographique. Il s'agit de l'exiguïté des terres cultivables alors que la terre est un support de toute activité humaine qui revêt un caractère important dans toutes les économies du monde. Ainsi, la terre intégrée dans l'ensemble des composantes de l'environnement offre un cadre de vie aux espèces animales et végétales et donne à l'homme d'exercer des activités qui lui permettent de vivre et de se développer. De toutes les activités, l'agriculture est vitale car elle permet à l'homme de satisfaire en premier lieu le besoin de se nourrir, le surplus de la production générant un réseau de transformation qui fait tourner l'économie mondiale. Ainsi, la croissance rapide de la population pèse lourdement sur l'agriculture alors que cette activité a un point considérable dans la structure économique du pays. Elle entraîne également la rareté des terres..

La croissance rapide de la population entraîne la destruction irréparable de l'environnement qui occasionne des changements climatiques, source de désorganisation des saisons agricoles.

Soulignons également que la croissance démographique a des effets sur le développement de l'éducation. Elle a des impacts sur les infrastructures et équipements scolaires. L'expansion rapide de la population se traduit en effet par un gonflement de demande scolaire : les enseignants, les infrastructures et les manuels scolaires. Le personnel reste insuffisant étant donné que l'effectif des élèves augmente. Le ratio par salle de classe est passé de 83 élèves par salle de classe en 2008/2009 à 73 élèves par salle en 2012/3013 au niveau national. Il y a eu une petite amélioration. Ainsi, les données de l'ISTEEBU montrent que les inscrits dépassent les capacités d'accueil au regard des normes définies par l'UNESCO (44 élèves par salles de classe)[19].

Selon les néomalthusiens, une croissance démographique exerce une pression sur les ressources naturelles limitées et par conséquent il y a baisse de la taille des exploitations, les rendements décroissants, les dégâts écologiques et la pollution qui entraînent à leur tour un faible progrès agricole qui pousse au frein du développement.

[19] www.docplayer.fer6853600/-normes-standards-desconstructionsscolaires.html

Elle exerce également une pression sur les ressources humaines et par conséquent il y a baisse du taux d'activité des femmes et une structure par âge très jeune. Il y a également un problème de population active qui constitue le frein au développement.

La pression sur les ressources monétaires entraîne aussi le frein au développement puisque la baisse du revenu par tête et le revenu utilisé essentiellement à la consommation font qu'il y ait l'insuffisance d'épargne. Ainsi, l'impact de forte pression démographique sur la vie socio-économique empêche le pays d'avancer vers le progrès.

II.2. Approches des concepts et cadre théorique

II.2.1. La pression démographique

Selon Pressat, par pression démographique, il faut entendre *« un état de tension plus ou moins sévère entre l'effectif d'une population et les ressources dont elle dispose »*[20]. (Tiré dans le mémoire de MANIRAMBONA, 2009, page 43).

En effet, la pression démographique menace les équilibres naturels. Dans les campagnes surpeuplées, les sols sont surexploités et les boisements disparaissent pour le chauffage et la cuisson des aliments. Au Burundi en général et dans notre zone d'étude en particulier, plus de 90% de la population vivent de l'agriculture. Or, quand la population est élevée, la terre est surchargée et devient aussi moins productive en définitive. Le problème majeur qui menace l'activité agricole est l'érosion hydrique due aux activités combinées de l'homme et à l'agressivité des averses tropicales dans un relief tourmenté.

II.2.2. Notion de dividende démographique

L'on entend par dividende démographique, la croissance économique, résultat de l'évolution de la pyramide des âges de la population d'un pays. Un dividende démographique intervient lorsque la baisse du taux de natalité entraîne des changements dans la distribution par âge d'une population, ce qui signifie que moins d'investissement sont nécessaire pour répondre au besoin des groupes les plus jeunes et que les adultes sont relativement plus nombreux dans la population active. Ce phénomène crée une opportunité de croissance économique et de développement humain plus rapide pour un pays sachant que plus des ressources sont disponibles pour être investies dans le développement économique et le bien-être familial.

[20] MANIRAMBONA, R., Op. cit., p. 43

S'agissant du concept de transition démographique, elle désigne le passage d'un régime démographique caractérisé par une forte fécondité et une forte mortalité à un régime d'une faible fécondité et d'une faible mortalité. Le temps de passage d'un stade à un autre reste variable en fonction des sociétés. Le Burundi a suivi l'évolution d'un ancien régime démographique caractérisé par une natalité et une mortalité élevées. L'amélioration des conditions sanitaires et aussi de la nutrition a conduit un recul de mortalité tandis que la natalité se maintient à des niveaux très élevés.

La transition démographique ou le point auquel les taux de natalité et de mortalité passent d'un niveau élevé à un niveau faible est donc un moment critique du développement des opportunités pour les familles et les pays. Les tigres asiatiques, puis plus tard de nombreux pays latino-américains ont choisi la voie de planifier et d'effectuer des investissements nécessaires dans les jeunes pendant la transition démographique pour sortir de la pauvreté. Des études ont montré qu'aucun pays ne s'était développé sur le plan socio-économique sans une baisse parallèle des taux de natalité. Les tigres asiatiques (Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong, Singapour) affichaient le même profil et les mêmes statuts démographiques que ceux affichés par de nombreux pays de l'Afrique subsaharienne aujourd'hui. Cet atout démographique survenu dans les pays asiatiques est largement dû à la baisse de la mortalité et de la fécondité, créant ainsi une pyramide des âges favorable avec une proportion élevée de jeunes actifs par rapport au nombre des personnes dépendantes, jeunes ou âgés.

Ainsi, le bonus démographique s'est transformé en dividende démographique parce que la population en âge de travailler était éduquée qu'elle a pu trouver un emploi et mener une carrière productive avant qu'elle ne devienne à son tour âgée et dépendante. Les tigres asiatiques ont su profiter du dividende démographique parce qu'ils ont investi massivement et longuement dans l'éducation et la planification familiale.

Cependant, le dividende démographique n'est pas seulement subordonné aux taux de natalité, il exige également des politiques sociales et économiques notamment l'ouverture au commerce, des marchés de l'emploi flexible et des investissements dans le capital humain y compris dans l'éducation et la santé publique. Plus d'un tiers de la croissance enregistré entre 1965 et 1990 durant « le miracle économique » des pays de l'Asie de l'Est est le résultat d'un dividende démographique. Les pays sont désormais des pays riches qui affichent des taux de fécondité faible. Les pays en développement et donateurs doivent investir massivement dans la santé, l'éducation, l'emploi et la prévention des mariages précoces pour que l'Afrique atteigne un bonus démographique et par la suite un dividende démographique.

II.2.3. Les conditions essentielles pour arriver à un dividende démographique

Des investissements accrus dans la santé et la planification familiale ainsi que dans l'éducation sont les conditions essentielles pour atteindre un dividende démographique.

Ainsi, les systèmes de santé dans leur ensemble doivent être renforcés avec l'élargissement des soins de santé primaire y compris la vaccination. Les soins de santé sexuelle et reproductive, l'information, l'éducation sur la sexualité et la planification familiale doivent être améliorées. Une variété de méthode de planification familiale doit être rendue universellement accessible pour améliorer la santé maternelle et infantile et réduire le nombre de grossesses non désirées.

Concernant l'éducation, la quantité et la qualité de l'éducation doivent être améliorées. Les filles doivent avoir les mêmes chances que les garçons. L'enseignement secondaire, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle ont tous besoin d'être élargis et pertinents afin que les jeunes acquièrent les compétences requises pour trouver un emploi productif.

Quant à la planification familiale, il faut lutter contre le mariage précoce : les lois contre les mariages précoces doivent être promulguées et appliquées. Les filles qui se marient tôt ont aussi des enfants plus tôt que les autres qui restent à l'école et qui se marient plus tard. Le mariage précoce réduit également la contribution économique des femmes.

En ce qui est de la création d'emploi, pour stimuler la création d'emploi, les secteurs où la demande d'employés non qualifiés est élevée doivent bénéficier des premiers investissements. Le marché du travail doit être modernisé avec une souplesse accrue en matière d'embauche, de mobilité professionnelle et d'investissement. L'accès à l'emploi doit être égal tant pour les hommes que pour les femmes.

En somme, le financement accru des programmes de santé, de l'éducation et d'emploi doit survenir très tôt dans la vie des individus. Les insuffisances dans la santé et la nutrition compromettent le bien être d'une génération avec des effets négatifs de la grossesse à l'enfant et jusqu'à l'âge adulte. Il est donc indispensable d'augmenter les investissements dans la santé, la planification familiale, l'éducation et la création d'emplois afin de pouvoir bénéficier d'un dividende démographique[21].

[21] www.Ppdafrica.org/docs/Policy/démo-f

II.3. La pression sur les terres cultivables

Avant la poussée démographique due essentiellement à la forte natalité, la quasi-totalité de la population de la commune de Matongo avait des terres cultivables suffisantes et plus ou moins fertiles. La production pouvait satisfaire les besoins fondamentaux.

En effet, en plus de la production destinée à la consommation, les paysans dégageaient aussi du surplus et les stockaient dans des greniers. A cette époque, un enfant au lieu de constituer une charge à la famille, était par contre un agent de production. De nos jours, la production est devenue insuffisante car les ressources sont faibles par rapport aux besoins de la population. Les terres cultivables sont devenues infertiles à cause de leurs exploitations toutes les périodes culturales sans cesse. Dans cette commune de Matongo, à côté de l'agriculture, les gens essaient de pratiquer le petit commerce afin de nourrir leurs enfants et payer leurs frais scolaires.

Les données de l'Enquête Modulaire sur les Conditions de Vie des Ménages montrent une augmentation des Unités de Productions individuelles (UPI) entre 2007 et 2014. Ces données montrent que 94% de la population travaillent dans le secteur informel. Ces activités informelles se caractérisent également par un certain dynamisme économique qui s'explique par une augmentation croissante des Unités de Production Informelles (UPI) depuis 2007. Le nombre d'Unités de Production informelles créées en activités ne cesse de progresser passant de 5000 au début des années 2000 pour dépasser 45000 en 2013.Depuis le début des années 2000, les activités commerciales prédominent dans la création des Unités de Production Informelles. Les branches d'activités telles que :la fabrication d'articles d'habillement, la construction,, le commerce de véhicules, les motocyclettes, le commerce de détail, le commerce de gros, les services de réparation, les services aux ménages, le transport, l'hôtellerie et la restauration sont toutes actives dans le secteur informel.

Une des causes de la dégradation de la biodiversité biologique est la pression démographique. Comme partout dans les autres pays, l'augmentation de la population fait pression sur les ressources naturelles car elles deviennent de plus en plus réduites et la production agricole diminue. Selon les données récentes de l'enquête agricole menée par l'ISTEEBU en 2013, on montre que la taille moyenne de la propriété foncière par ménage ne dépasse pas 0,5 ha. Les méthodes culturales telles que la rotation des cultures, la mise en jachère jadis pratiquées ne sont plus possibles. Les terres ne sont plus fertiles. Le couvert végétal est faible, ce qui favorise l'érosion.

II.4. Pression sur les autres ressources

L'analyse de l'évolution démographique et la situation économique des ménages de la commune de Matongo montre un décalage sans cesse croissant entre les besoins et les ressources disponibles. Actuellement, la quantité de production alimentaire ne couvre plus pour plusieurs familles, les besoins nutritionnels élémentaires. Ainsi, une descendance nombreuse constitue un lourd fardeau à la famille qui doit assurer tous les besoins nécessaires des enfants notamment la nutrition, l'habillement, les soins sanitaires, l'éducation, etc. Depuis 2008, le Burundi s'est engagé dans un vaste processus de réformes économiques et sociales pour stimuler la croissance et l'intégration régionale entrainant des progrès bien qu'à un rythme lent, dans la modernisation de son économie et son administration.

Ainsi il y a un Document de Stratégie du Pays (DSP) 2012-2016 qui évalue les perspectives de développement et les défis auxquels est confronté le Burundi ainsi que le rôle que la Banque Africaine de Développement pourrait jouer. La Stratégie de la Banque est alignée sur le Cadre Stratégique de Croissance de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) qui est la réponse à ces défis. Le Gouvernement burundais reconnaît que l'insuffisance des fonds publics affectés aux infrastructures économiques (10,3% des dépenses) et aux secteurs productifs est en partie responsable du manque de dynamisme de l'économie burundaise pendant le CSLPI. Ainsi, les données de l'EDS montrent que près de six enfants sur dix (58%) de moins de 5ans accusent un retard de croissance ou malnutrition chronique. La prévalence du retard de croissance qui constitue d'après les normes de l'OMS un problème très sérieux de santé publique, présente des écarts importants en fonction de l'âge. Dans le groupe d'âge de 24-59 mois, plus de six sur dix sont touchés par ce type de malnutrition. La prévalence du retard de croissance est nettement plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain (60% contre 38%).Dans les régions, on évalue la prévalence de l'anémie à 45% des enfants de 6-59 mois.

En effet, il y a une pression sur les ressources naturelles due à une forte densité de la population, une des plus fortes d'Afrique (300 hab/km^2) combinée à une croissance démographique rapide (2,6% en 2010)[22] surtout en milieu rural où vivent 90% de la population. Cette pression associée aux méthodes d'exploitation traditionnelles en vigueur engendre la dégradation continue et accélérée de l'environnement naturel, les effets néfastes de l'érosion du sol sur le cadre de vie et la baisse des capacités de production au niveau du secteur agricole.

[22] www.afdb.org (novembre 2010).

Elle a des conséquences socio-économiques désastreuses principalement sur les populations démunies tirant des moyens de subsistance des ressources naturelles.

II.5. Impact de la croissance démographique sur les infrastructures de santé

Au Burundi, il y a un problème d'accès aux établissements de santé et pharmaceutiques. Seulement à Bujumbura Mairie, trente minutes sont nécessaires pour accéder à un établissement de santé. Dans les autres centres urbains, seulement ¾ ont cette facilité. Par contre en milieu rural, plus de 60% des ménages sont loin ou très loin des structures de santé. Ce taux atteint 75% en ce qui concerne l'accès aux pharmacies[23].

S'agissant de la commune de Matongo, les patients doivent parcourir de grandes distances pour accéder à un centre de santé. Elle dispose de cinq centres de santé à savoir : Banga, Kabuye, Matongo, Burarana et Nyarumanga. La population de cette commune continue à augmenter alors qu'on ne construit pas de nouveaux centres de santé. On remarque également un manque criant du personnel qualifié et des équipements modernes. On a tellement besoin de nouvelles infrastructures sanitaires ainsi que du personnel.

La croissance démographique exerce une pression sur la santé maternelle et infantile car, plus une mère met au monde un nombre élevé d'enfants sans espacement, plus sa santé se détériore et vieillit rapidement. Les enfants eux aussi ne grandissent pas bien car ils sont mal nourris. Ainsi, pourvoir aux besoins de deux ou trois enfants diffère d'entretenir la vie de six ou dix enfants. C'est pourquoi l'administration devrait fournir un effort particulier pour construire des hôpitaux afin de sauvegarder la vie de population et de sensibiliser la population de mettre au monde des enfants dont elle est capable de prendre en charge.

II.6. Impact de la croissance démographique sur l'économie

La croissance démographique exerce une pression sur l'économie. Selon FINUAP, « par ses activités, l'homme soumet la nature à des contraintes qui se traduisent par une ponction de plus en plus lourde sur les ressources naturelles essentielles à toute vie : l'eau, l'air et la terre »[24].

Dans les pays en développement, un ralentissement de la croissance et une répartition équilibrée des biens et de la population permettent d'atténuer les pressions d'ordre économique qui s'exercent sur les terres agricoles, les sources d'énergie et l'environnement qui présentent une importance capitale.

---

[23] EMCB 2013-2014, Op. cit., p. 43

[24] NDAYIZEYE, F.B., *Croissance démographique et ses impacts sur le système scolaire au Burundi*, Bujumbura, UB, 2010, p. 49

La démographie galopante devrait suivre la forte production ce qui n'est pas le cas pour nos pays sous développés. Au Burundi, l'agriculture est une activité vitale. C'est un pilier de l'économie qui emploi 90% de la population et qui fournit 95% d'offre alimentaire. Elle contribue à presque 35% du Produit Intérieur Brut. Malheureusement, suite à la croissance démographique galopante, le sol est devenu infertile. Par conséquent, la production agricole est peu développée. Il est impossible d'avoir beaucoup de rendements sur une superficie cultivable très réduite et morcelée. Cela constitue un problème pour la population puisque les niveaux d'insécurité alimentaire sont alarmants au Burundi. Ainsi, en 2010,72% de population souffre d'insécurité alimentaire dont 63% souffrent de sous alimentation chronique et 46%de malnutrition chronique.

Concernant notre zone d'étude, les terres sont devenues très rares alors que l'agriculture est l'activité principale. Les formes récentes d'acquisition de terres sont l'achat et la location. Avec une forte pression humaine sur les terres, les terres héritées ne satisfont plus aujourd'hui aux exigences du ménage. Elles ne permettent plus à chaque ménage de produire suffisamment pour assurer l'autosuffisance d'où l'achat de terres complémentaires. Mais actuellement l'achat de terres est rare parce qu'on ne trouve plus d'espaces disponibles à cause de la forte poussée démographique qui a fait que toutes les terres disponibles soient entièrement occupées. Comme tout le monde n'a pas la possibilité de s'acheter une propriété, certaines familles louent plutôt des terres pour faire face aux problèmes de manque d'espaces agricoles lié à la forte poussée démographique. Les prix de locations montent puisque les terres deviennent de plus en plus rares.

Bref, la population galopante de notre zone d'étude produit des impacts sur l'économie et a des impacts sur l'éducation en commune Matongo.

II^{ème} PARTIE : IMPACTS DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE SUR L'EDUCATION

CHAPITRE I : L'EDUCATION EN COMMUNE MATONGO

Introduction

L'accessibilité ainsi que la qualité de l'enseignement est un des indicateurs importants d'appréciation du niveau de développement des citoyens. Pour certains économistes, l'éducation est un investissement dans le capital humain indispensable au progrès économique. Pour les sociologues, l'éducation est un facteur important des changements familiaux. Pour les démographes, l'éducation est une variable essentielle des normes et comportements quel que soit le phénomène étudié (nuptialité, fécondité, migration, mortalité, morbidité). La scolarisation est un facteur important des transformations qui s'opèrent dans la société. Elle influence notamment la situation sanitaire, le niveau de fécondité et de la mortalité.

L'éducation est l'un des secteurs qui ont subi les effets néfastes de la crise que le Burundi a connue. Conscient du retard encaissé par le pays dans le domaine de la scolarisation, le Gouvernement a instauré depuis l'an 2005, la gratuite de la scolarisation au niveau de l'enseignement primaire. Cette mesure vise à assurer l'éducation pour tous en donnant à tous les enfants, garçons et filles, les moyens pour achever au moins un cycle complet d'étude primaire qui est devenu actuellement le cycle d'étude fondamentale. Elle contribue de ce fait à la réalisation de l'objectif de promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes en éliminant toute forme de disparité dans l'enseignement fondamental. Le système éducatif burundais comprend l'enseignement formel et l'enseignement informel.

0.1. L'enseignement formel

Il comprend quatre paliers de formation : le préscolaire, le primaire, le secondaire et le supérieur.

- L'enseignement préscolaire n'est régi par aucune loi concernant l'âge d'admission et la durée de formation. Les écoles maternelles publiques sont moins nombreuses et accueillent des enfants de quatre à six ans alors que les écoles privées les plus nombreuses accueillent des enfants de trois ans à 5 ans. La durée de formation varie d'une année à trois.
- L'enseignement primaire accueille officiellement des enfants de sept ans qui ont subi ou pas l'enseignement préscolaire. Pour l'ancien système, la formation dure six ans en faisant un concours national pour accéder à l'enseignement secondaire.

Mais depuis l'année scolaire 2013-2014, on a introduit un nouveau système appelé enseignement fondamental qui remplace le primaire et qui va durer neuf ans.

- L'enseignement secondaire comprend deux cycles. Le premier cycle appelé tronc commun assure une formation générale de quatre ans. Le second cycle comprend quatre filières d'enseignement général dont la section scientifique, la section lettre moderne, la section pédagogique, la section économique et les filières d'enseignement technique et professionnel.

  La durée de formation dans les sections scientifiques, lettres et économique est de trois ans. La formation pédagogique est assurée dans deux types d'écoles à savoir les lycées pédagogiques où la durée de formation est de deux ans et les écoles normales où la durée de formation est de quatre ans. La durée de formation dans les écoles techniques varie de 2 à 4 ans selon les domaines de formation. La formation professionnelle organisée après le collège est assurée en deux ans. Mais elle est de quatre ans pour les filières d'enseignement professionnel organisé à l'intension des lauréats au concours national. Les lauréats des cycles longs qui réussissent à un examen d'Etat entrent à l'enseignement supérieur.

  Les réformes intervenues à l'école primaire vont se poursuivre à l'école secondaire avec la suppression du troc commun à partir de l'année scolaire 2016-2017. L'enseignement supérieur est dispensé dans les facultés et instituts. Il comprend des cycles courts et des cycles longs. Le cycle court dure deux à trois ans et le cycle long dure quatre à cinq ans sauf la faculté de médecine qui dure sept ans. Comme dans l'enseignement secondaire, des réformes viennent d'être opérées également dans les universités du Burundi avec l'adoption du programme BMD qui instaure trois paliers d'enseignement avec un niveau de baccalauréat pour trois ans, un master avec deux ans après le baccalauréat et le doctorat pour trois ans après le master.

0.2. L'enseignement informel

Les activités organisées dans le cadre de l'éducation informelle sont de trois ordres à savoir : l'alphabétisation, l'apprentissage professionnel et l'éducation spéciale.

- L'alphabétisation est organisée pour les enfants non scolarisés ou déscolarisés et des adultes analphabètes. Elle est en grande partie effectuée par les organisations privées comme les confessions religieuses et ONG.
- L'éducation spéciale est assurée à l'endroit des infirmes et des handicapés.

- Les activités d'apprentissage professionnel sont organisées dans des centres d'enseignement des métiers. Les sections rencontrées sont multiples et diversifiées. La durée de formation est de deux à trois ans.

Dans la commune de Matongo, le système éducatif est organisé suivant les deux types d'enseignement. L'enseignement formel comprend le niveau primaire et secondaire. Il n'y a aucun établissement pour l'enseignement supérieur. La direction communale de l'enseignement de Matongo est organisée comme le montre le tableau 12.

Tableau 12 : Répartition des écoles primaires et secondaires dans la commune de Matongo (2013-2014)

Zones	Ecoles secondaires	Ecoles primaires
Banga	Co.Co Muzuga	EP Banga, EP Bihunge, EP Bukiranzuki, EP Mpemba, EP Murambi, EP Nyakibingo, EP Rudehe
Burarana	L. C Burarana, Co.Co Butuhurana	EP Burarana, EP Butuhuranal et II, EP Kijuri, EP Mikamba, EP Ruvumu
Kabuye	L.C Kiziba, Co.Co Gitwe	EP Camizi, EP Gasenyi, EP Kinyovu, EP Kiziba, EP Musonge, EP Rukoma, EP Nteko
Ruganza	L.C Matongo, L.C Christ Réssucité de Ryakabamba	EP Bandaga, EP Kibavu, EP Kivumu I et II, EP Muganza, EP Mvumvu, EP Ngoro, EP Ryakabamba I et II, EP Ruganza

Source : DCE Matongo (2014)

La commune de Matongo compte trente-deux écoles primaires et sept écoles secondaires. Actuellement, toutes ces écoles primaires sont devenues des écoles fondamentales.

I.1. L'enseignement primaire

En se référant aux données collectées auprès de l'inspection communale, la commune de Matongo disposait des écoles primaires ayant un effectif de 15967 écoliers au total en l'an 2012 avec 187 salles de classe et 337 enseignants. On avait 16557 écoliers en 2013 avec 203 salles de classe et 358 enseignants et 16883 écoliers en 2014 avec 208 salles de classe et 344 enseignants. On remarque que l'effectif des écoliers n'augmente pas au même rythme que le nombre de salles de classe et le nombre d'enseignants. Dans les premières années, les écoliers sont très nombreux.

I.1.1. Evolution des effectifs des écoliers de 2011 à 2014

Les trente-deux écoles primaires sont réparties dans les quatre zones qui forment la commune de Matongo.

En 2014, la commune de Matongo avait 19 écoles fondamentales avec un effectif de 1683 écoliers, 27 salles de classe et 54 enseignants. Dans la commune de Matongo, les filles sont nombreuses par rapport aux garçons dans les écoles fondamentales contrairement à ce qu'on observait dans les années antérieures. Le pourcentage des filles s'est amélioré au fur des années surtout avec le système de double vacation des maîtres initié en 1982, qui permettait aux filles d'aller à l'école pendant une demi-journée et passer l'autre temps à faire des travaux domestiques.

Tableau 13 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 2011-2012 dans la zone Banga

	1ère			2ème			3ème			4ème			5ème			6ème			Total		
Ecoles	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**
Bukiranzuki	56	53	109	40	50	90	26	33	59	24	33	57	35	42	77	38	32	70	219	243	462
Bihunge	49	36	85	40	42	82	46	30	76	13	21	34	27	21	48	19	28	47	194	178	372
Mpemba	55	29	84	47	41	88	49	37	86	34	37	71	35	35	70	31	38	69	251	217	468
Murambi	102	87	189	89	66	155	70	45	115	42	51	93	80	69	149	45	66	111	428	384	812
Nyakibingo	63	54	117	50	52	102	48	55	103	18	24	42	29	60	89	29	31	60	237	276	513
Rudehe	95	72	167	45	42	87	42	38	80	35	46	81	35	35	70	39	26	65	291	259	550
Total	**420**	**331**	**751**	**311**	**293**	**604**	**281**	**238**	**519**	**166**	**212**	**378**	**241**	**262**	**503**	**200**	**221**	**421**	**1620**	**1557**	**3177**

Source : DCE Matongo

Ce tableau montre qu'au cours de l'année scolaire 2011 /2012 l'effectif total des écoliers était de 3177.les effectifs étaient élevés dans les classes de sixième et de première année.

Tableau 14 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 2012-2013 dans la zone Banga

Ecoles	1ère			2ème			3ème			4ème			5ème			6ème			Total		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
Banga	48	27	75																48	27	75
Bihunge	56	46	102	34	31	65	34	32	66	22	24	46	22	24	46	13	27	40	363	182	545
Bukiranzuki	57	72	129	37	41	78	47	37	84	34	36	70	25	41	66	31	38	69	230	265	495
Mpemba	57	36	93	44	40	84	39	23	62	34	37	71	37	35	72	22	33	55	233	204	437
Murambi	103	91	194	80	76	156	78	62	140	40	45	85	68	67	135	39	45	84	408	386	794
Nyakibingo	72	69	141	40	37	77	49	63	112	27	31	58	25	43	68	15	40	55	268	283	551
Rudehe	70	77	147	45	44	89	45	45	90	30	32	62	32	31	63	24	31	57	248	260	508
Total	**463**	**418**	**881**	**280**	**269**	**549**	**292**	**262**	**554**	**187**	**205**	**392**	**209**	**241**	**450**	**144**	**214**	**358**	**1798**	**1607**	**3405**

Source : DCE Matongo (2013)

Pour l'année scolaire 2012/2013 l'effectif total a augmenté en passant de 3177 à 3405.Les effectifs ont augmenté dans toutes les classes sauf en deuxième année et en cinquième année. Les cases vides pour l'école primaire de Banga signifient qu'elle est ouverte l'année scolaire 2012-2013.

Tableau 15 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 2013-2014 dans la zone Banga`

Ecoles	1ère			2ème			3ème			4ème			5ème			6ème			Total		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
Banga	48	47	95	45	15	60													93	62	155
Bihunge	80	64	144	42	27	69	30	23	53	30	26	56	29	30	59	9	19	28	220	189	409
Bukiranzuki	72	95	167	61	63	124	43	49	92	37	28	65	31	45	76	26	29	55	270	309	579
Mpemba	46	33	79	52	33	85	40	27	67	37	25	62	26	46	72	13	22	35	214	186	400
Murambi	98	71	169	56	57	113	102	84	186	57	43	100	73	60	133	33	38	71	419	353	772
Nyakibingo	60	61	121	48	57	105	46	51	97	39	41	80	25	33	58	16	29	45	234	272	506
Rudehe	75	97	172	70	74	144	34	37	71	43	41	84	28	35	63	14	32	46	264	316	580
Total	**479**	**470**	**949**	**374**	**326**	**700**	**295**	**271**	**566**	**243**	**204**	**447**	**212**	**249**	**461**	**111**	**169**	**280**	**1714**	**1687**	**3401**

Source : DCE MATONGO (2014)

Concernant l'année scolaire 2013/2014, l'effectif a aussi augmenté dans certaines classes. L'effectif des garçons dépasse celui des filles .Mais, on remarque une petite diminution d'effectifs des écoliers pour l'année 2013-2014 suite à un taux d'abandons élevé.

Tableau 16 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 2011-2012 dans la zone Burarana

	1ère			2ème			3ème			4ème			5ème			6ème			Total		
Ecoles	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**
Burarana	82	80	162	51	57	108	49	50	99	55	38	93	44	57	121	46	56	102	327	356	681
Butuhurana I	18	30	48	15	25	40	26	25	51	26	18	44	31	26	57	17	25	42	133	144	277
Butuhurana II	53	54	107	50	34	84	42	31	73	42	36	78	33	40	73	31	36	67	251	232	483
Mikamba	52	99	151	76	59	135	64	68	132	49	55	104	49	68	117	63	65	128	393	414	807
Total	**236**	**287**	**523**	**238**	**220**	**458**	**221**	**216**	**437**	**203**	**178**	**381**	**189**	**241**	**430**	**184**	**221**	**405**	**1311**	**1357**	**2603**

Source : DCE Matongo (2014)

Pour l'année scolaire 2011/2012 dans la zone de Burarana nous avons 2603 écoliers avec un effectif élevé en sixième.

Tableau 17 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 2012-2013 dans la zone Burarana

	1ère			2ème			3ème			4ème			5ème			6ème			Total		
Ecoles	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**
Burarana	62	54	116	44	48	92	31	38	69	30	27	57	50	46	96	29	51	80	256	264	520
Butuhurana I	22	36	58	18	20	38	19	30	49	17	23	40	20	22	42	20	24	44	116	154	270
Butuhurana II	60	58	118	42	42	84	43	38	81	41	30	71	34	38	72	26	41	67	246	247	493
Kijuri	46	58	104	32	39	71	26	33	59	21	28	49	23	24	47	26	58	84	174	240	414
Mikamba	81	82	163	52	52	104	57	58	115	40	44	84	40	51	91	40	52	92	311	338	649
Ruvumu	41	38	79	31	33	64	40	40	80	26	24	50	26	33	59	28	28	56	192	196	388
Total	**312**	**326**	**638**	**219**	**234**	**453**	**216**	**237**	**453**	**175**	**176**	**351**	**193**	**214**	**407**	**169**	**213**	**382**	**1295**	**1439**	**2734**

Source : DCE MATONGO (2014)

Pour l'année 2012/2013, l'effectif a augmenté en passant de 2603 à 2734.

Tableau 18 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 2013-2014 dans la zone Burarana

	1ère			2ème			3ème			4ème			5ème			6èmesssssss			Total		
Ecoles	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**
Burarana	60	50	110	56	44	100	38	53	91	34	35	69	52	37	89	23	38	61	263	257	520
Butuhurana I	32	38	70	17	28	45	21	20	41	19	18	37	25	22	47	9	19	28	123	145	268
Butuhurana II	45	62	107	52	43	95	42	44	86	33	30	63	35	38	73	22	16	38	229	233	462
Kijuri	37	35	72	33	50	83	21	43	64	31	28	59	21	27	48	25	42	67	168	225	393
Mikamba	67	72	139	62	59	121	55	54	109	41	49	90	34	47	81	30	48	78	289	329	618
Ruvumu	40	51	91	43	45	88	29	31	60	30	34	64	21	25	46	17	28	45	180	214	394
Total	281	308	589	263	269	532	206	245	451	188	194	382	188	196	384	126	191	317	1252	1403	2655

Source : DCE MATONGO (2014)

Pour l'année scolaire 2013/2014, les écoliers de sixième sont moins nombreux. L'effectif total a diminué.

Tableau 19 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 2011-2012 dans la zone Kabuye

	1ère			2ème			3ème			4ème			5ème			6ème			Total		
Ecoles	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**
Camizi	71	89	160	54	59	113	48	39	87	59	54	113	51	67	118	34	59	93	317	367	684
Gasenyi	49	46	95	46	49	95	114	107	221	52	88	140	59	75	154	40	57	97	360	422	782
Gitwe	122	103	225	141	124	265	100	108	208	71	70	141	75	75	150	70	81	151	579	561	1140
Kinyovu	79	68	147	88	82	170	56	56	112	57	53	104	16	32	48	34	31	65	324	322	646
Kiziba	116	114	230	113	114	227	69	76	145	82	112	194	67	72	133	31	40	71	472	528	1000
Musonge	72	48	120	44	44	88													116	92	208
Rukoma	36	52	88	48	39	87	37	30	67	27	17	44	26	23	45	34	24	58	208	195	403
Total	**545**	**520**	**1065**	**534**	**511**	**1045**	**424**	**416**	**840**	**342**	**394**	**736**	**288**	**344**	**632**	**243**	**292**	**535**	**2376**	**2487**	**4863**

Source : DCE MATONGO (2014)

Dans la zone Kabuye les écoliers sont nombreux de plus que dans les zones de Banga et de Burarana surtout dans les années de première et de sixième. L'effectif total est de 4863 en 2012. Les filles sont nombreuses. Les cases vides pour l'école primaire de Musonge signifient qu'elle est ouverte l'année 2011-2012

Tableau 20 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 2012-2013 dans la zone Kabuye

	1ère			2ème			3ème			4ème			5ème			6ème			Total		
Ecoles	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**
Camizi	82	98	180	34	49	83	39	55	94	22	28	50	40	47	87	61	63	124	288	330	618
Gasenyi	54	65	119	47	47	94	79	83	162	75	73	148	54	104	158	48	62	110	357	434	791
Gitwe	158	142	300	107	77	184	85	97	182	52	56	108	57	61	118	67	91	158	526	524	1050
Kinyovu	74	88	162	64	62	126	63	67	130	40	43	83	41	49	90	32	41	73	314	350	664
Kiziba	100	116	216	72	74	146	59	75	134	45	47	92	50	78	128	23	46	69	349	336	785
Musonge	72	63	135	57	40	97	30	30	60										159	133	292
Rukoma	55	53	108	48	50	98	47	35	82	35	26	61	34	21	55	34	25	59	253	212	465
Total	**656**	**686**	**1342**	**489**	**448**	**937**	**441**	**492**	**933**	**306**	**306**	**612**	**305**	**394**	**699**	**286**	**353**	**639**	**2498**	**2571**	**5069**

Source : DCE Matongo, 2014

L'effectif des écoliers continue également d'augmenter. Il est de 5069 écoliers.

Tableau 21 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 2013-2014 dans la zone Kabuye

	1ère			2ème			3ème			4ème			5ème			6ème			Total		
Ecoles	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**
Camizi	84	85	169	60	82	142	46	42	88	29	31	60	26	34	60	41	41	82	286	315	601
Gasenyi	66	66	132	49	45	94	52	57	109	64	77	141	57	85	142	25	61	86	313	391	704
Gitwe	135	135	270	130	101	231	76	63	139	63	74	137	58	74	132	49	52	101	511	489	1010
Kabuye	54	55	109	49	49	98	63	55	118	34	31	65	31	36	67	13	27	40	244	253	497
Kinyovu	49	61	110	76	59	135	65	64	129	40	47	87	40	49	89	26	33	59	296	313	609
Kiziba	102	107	209	101	112	213	68	82	150	59	72	131	52	74	126	33	49	82	415	496	911
Musonge	78	82	160	64	52	116	46	43	89	23	19	42							211	196	407
Rukoma	47	50	97	69	51	120	43	56	99	35	40	75	40	25	65	30	23	53	264	245	509
Nteko	26	22	48																26	22	48
Total	641	663	1304	598	551	1149	459	462	921	347	391	738	304	377	681	217	286	503	2566	2720	5286

Source : DCE MATONGO (2014)

Dans cette zone de Kabuye les effectifs des écoliers augmentent d'année en année. En 2014, l'effectif arrive à 5286 écoliers. L'école primaire de Nteko est ouverte en 2013-2014. Les cases vides pour l'école primaire de Musonge signifient qu'elle est ouverte l'année 2011-2012

Tableau 22 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 2011-2012 dans la zone Ruganza

	1ère			2ème			3ème			4ème			5ème			6ème			Total		
Ecoles	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**
Bandaga	112	121	233	64	53	117	51	43	94	53	50	103	40	93	133	80	112	192	400	472	872
Kibavu	63	34	97	42	33	75	28	43	71	26	31	57	10	22	32				169	163	332
Kivumu I	90	80	170	44	44	88	31	31	62	28	25	53	35	39	74	39	38	77	267	257	524
Kivumu II	24	14	38																24	14	38
Muganza	83	81	164	45	56	101	57	55	112	31	34	65	42	44	86	21	46	67	279	316	595
Mvumvu	71	67	138	72	57	129	49	45	94	40	39	79	36	52	88	33	32	65	301	292	593
Ngoro	43	48	91	53	62	115	40	36	76	27	38	65	14	24	38				177	208	385
Ryakabamba I	39	45	84	51	53	104	71	44	115	50	47	97	34	48	82	65	47	112	310	284	594
Ryakabamba II	55	43	98	64	63	127	29	46	75	47	31	78	32	52	84	24	42	66	251	277	528
Ruganza	111	118	229	45	63	108	44	52	96	58	63	121	57	57	114	46	86	132	361	439	800
Total	**691**	**650**	**1341**	**480**	**484**	**964**	**400**	**395**	**795**	**360**	**358**	**718**	**300**	**431**	**731**	**308**	**403**	**711**	**2539**	**2722**	**5261**

Source : DCE Matongo (2014)

La zone Ruganza compte dix écoles primaires. Les écoliers sont nombreux de plus que les trois premières zones (5261 écoliers).L'école primaire de Kivumu II est ouverte en 2011-2012 au moment où Ngoro et Kibavu sont ouvertes en 2006-2007.

Tableau 23 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 2012-2013 dans la zone Ruganza

	1ère			2ème			3ème			4ème			5ème			6ème			Total		
Ecoles	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**
Bandaga	61	74	153	95	107	202	58	41	99	51	36	87	41	94	135	57	87	144	363	439	802
Kibavu	59	48	107	52	36	88	32	37	69	26	31	57	16	30	46	12	17	29	197	199	396
Kivumu I	109	82	191	61	65	126	47	54	101	29	35	64	46	38	84	38	46	84	330	320	650
Kivumu II	20	22	42	12	14	26													32	36	68
Muganza	95	79	174	67	54	121	31	64	95	46	45	91	36	33	69	38	46	74	303	321	624
Mvumvu	80	67	147	54	59	113	46	31	77	32	45	77	29	39	68	17	26	43	258	267	525
Ngoro	47	52	99	47	52	99	24	46	70	35	28	63	16	26	42	20	28	48	189	242	431
Ryakabamba I	46	39	85	28	46	74	59	51	110	49	27	76	58	57	115	52	82	134	292	302	594
Ryakabamba II	52	57	109	40	42	82	59	54	113	24	48	72	48	48	96	26	49	75	209	298	547
Ruganza	126	124	250	60	59	119	43	66	109	44	48	92	26	34	60	59	104	163	358	436	794
Total	**695**	**644**	**1338**	**516**	**534**	**1050**	**399**	**444**	**843**	**336**	**344**	**680**	**316**	**399**	**715**	**429**	**485**	**914**	**2531**	**2860**	**5391**

Source : DCE Matongo (2014)

Pour l'année scolaire 2012/2013, l'effectif continue à augmenter (5391 écoliers). L'école primaire de Kivumu II est ouverte en 2011-2012

Tableau 24 : Effectif des écoliers par niveau et par sexe en l'an 2013-2014 dans la zone Ruganza

	1ère			2ème			3ème			4ème			5ème			6ème			Total		
Ecoles	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**
Bandaga	92	74	166	67	83	150	70	91	161	59	38	97	55	50	105	29	90	119	372	426	798
Kibavu	42	49	91	60	42	102	43	26	69	23	30	53	19	36	55	13	33	46	200	216	416
Kivumu I	74	53	127	82	75	157	54	51	105	33	44	77	41	55	96	34	31	65	318	309	627
Kivumu II	19	24	43	16	11	27	16	21	37										51	56	107
Muganza	90	119	209	61	76	137	43	64	107	35	49	84	36	44	80	21	26	47	286	378	664
Mvumvu	82	62	144	71	75	146	56	51	107	39	27	66	36	54	90	13	30	43	297	293	596
Ngoro	40	36	76	60	44	104	32	45	77	23	40	63	31	39	70	15	25	40	201	229	430
Ryakabamba I	51	51	102	41	29	70	41	41	82	52	38	90	48	48	96	36	54	90	269	261	530
Ryakabamba II	51	47	98	49	49	98	32	32	64	47	54	101	38	37	75	35	52	87	252	291	523
Ruganza	108	126	244	80	102	182	48	55	103	47	66	113	56	61	117	28	57	85	377	467	844
Total	**649**	**641**	**1290**	**587**	**586**	**1173**	**435**	**477**	**912**	**358**	**386**	**744**	**360**	**424**	**784**	**224**	**398**	**622**	**2623**	**2926**	**5549**

Source : DCE Matongo, 2014

Dans cette zone de Ruganza, l'effectif est élevé parce qu'elle se trouve au centre communal le plus peuplé.

Tableau 25 : Effectif des élèves de la 7ème fondamentale en l'an 2013-2014 et le nombre d'enseignants

Ecoles	Nombre d'élèves			Nombre de salles de classe	Nombre d'enseignants
	G	F	T		
Bandaga	56	66	122	2	4
Burarana	15	39	54	1	2
Gasenyi	27	21	48	1	2
Gitwe	31	26	57	1	2
Kiziba	24	24	48	1	2
Mikamba	26	25	51	1	2
Mpemba	14	26	40	1	2
Muganza	19	32	51	1	2
Murambi	31	38	69	1	2
Rudehe	16	11	27	1	2
Ruganza	35	37	72	1	2
Ryakabamba II	33	39	72	1	2
L. C Burarana	65	77	142	2	4
L.C Matongo	87	95	182	2	4
CO.CO Butuhurana	53	69	122	2	4
CO.CO Kiziba	54	58	112	2	4
CO.CO Muzuga	57	70	127	2	4
L.C.C.R Ryakabamba	70	66	136	2	4
CO.CO Gitwe	72	79	151	2	4
Total	**785**	**898**	**1683**	**27**	**54**

Source : DCE Matongo, 2014

Dans les écoles fondamentales, les filles sont nombreuses par rapport aux garçons. Il manque des salles de classe, des bancs pupitres, des tableaux noirs, des bureaux pour les responsables, des tables, des chaises, des étagères ainsi que des armoires.

I.1.2. Les abandons scolaires

Tableau 26 : Effectif des abandons scolaires de 2011 à 2014

Ecoles	2011-2012			2012-2013			2013-2014		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T
Bandaga	9	6	14	19	11	30	4	7	11
Banga				0	0	0	13	9	22
Bihunge	10	12	22	1	3	4	5	8	13
Bukiranzuki	4	2	6	4	4	8	4	8	12
Burarana	15	14	29	0	0	0	9	2	11
Butuhurana I	0	1	1	4	2	6	3	1	4
Butuhurana II	6	6	12	12	11	23	9	5	13
Camizi	2	1	3	4	10	14	18	21	39
Gasenyi	23	14	37	6	5	11	34	20	54
Gitwe	5	3	8	17	13	30	27	9	36
Kabuye				0	0	0	17	23	40
Kibavu	3	1	4	15	10	25	7	3	10
Kijuri				0	0	0	14	11	25
Kinyovu	8	5	13	0	0	0	14	17	31
Kivumu I	25	11	36	2	5	7	27	18	45
Kivumu II	0	0	0	0	0	0	0	2	2
Kiziba	13	5	18	7	1	8	16	10	26
Mikamba	4	0	4	6	11	17	10	4	14
Mpemba	7	9	16	2	4	6	16	4	20
Muganza	15	5	20	13	7	20	13	12	25
Murambi	25	8	33	5	4	6	10	6	16
Musonge	5	0	5	4	10	14	9	7	16
Mvumvu	12	6	18	9	3	12	19	15	34
Ngoro	7	12	19	7	4	11	6	6	12
Nyakibingo	11	5	16	1	5	6	17	14	31
Rudehe	7	1	8	36	26	62	6	4	10
Ruganza	18	14	32	10	1	11	21	5	26
Rukoma	3	1	4	23	39	62	22	11	33
Ruvumu	12	5	17	4	3	7	19	8	27
Ryakabamba I	14	3	17	4	8	12	4	3	7
Ryakabamba II	7	2	9	5	7	12	9	2	11
Nteko							1	0	1
Total	**270**	**152**	**422**	**220**	**207**	**427**	**403**	**275**	**678**

Source : DCE Matongo, 2014.

A partir de ce tableau, on remarque que dans notre zone d'étude les écoliers abandonnent beaucoup. En 2012, 422 écoliers ont pu abandonner, en 2013, l'effectif d'abandons est de 427 écoliers, en 2014 cet effectif est évaluée à 678 écoliers. L'effectif d'abandons augmente d'une année à la suivante. Concernant le taux d'abandons, il était de 2,6% pour l'année scolaire 2011-2012 ; de 2,7% en 2012-2013 et de 4,0% en 2013-2014.Nous constatons que ce taux augmente régulièrement.

Les motifs d'abandons sont entre autres la pauvreté, les grossesses non désirées, les déménagements, les maladies, etc. Mais la majorité des écoliers abandonnent à cause de la pauvreté. Les cas de déménagement ne sont pas trop fréquents. Malgré la gratuité de la scolarisation depuis 2005, il existe encore des parents pauvres qui ne parviennent pas à acheter du matériel scolaire à leurs enfants. Ces enfants vont alors se lancer à la rechercher de la monnaie pour assurer leur survie et les jeunes filles vont se marier ou deviennent des domestiques.

Certains enfants se découragent parce qu'ils voient leurs aînés qui ont déjà terminé leurs études devenir des chômeurs et préfèrent abandonner l'école. Il y a aussi des enfants qui essaient de chercher à gagner de l'argent pendant les vacances et s'ils remarquent qu'ils ont reçu une somme énorme, préfèrent abandonner l'école.

Les enfants de notre zone d'étude ont fortement besoin d'une sensibilisation sur l'importance d'étudier en commençant par leurs parents. Le taux d'abandons élevé contribue à la diminution du niveau d'instruction

Tableau 27 : Effectif des abandons scolaires dans les écoles fondamentales en l'an 2013-2014

Ecoles	Nombre d'abandons		
	G	F	T
Bandaga	6	3	9
Burarana	0	1	1
Gasenyi	5	0	5
Gitwe	3	1	4
Kiziba	0	0	0
Mikamba	0	0	0
Mpemba	2	0	2
Muganza	0	3	3
Murambi	2	1	3
Rudehe	4	4	8
Ruganza	0	3	3
Ryakabamba II	0	0	0
L.C Burarana	9	0	9
L.C Matongo	5	9	14
Co.Co Gitwe	6	5	11
Co.Co Kiziba	1	0	1
Co.Co Muzuga	8	5	13
L.C.C.R Ryakabamba	0	0	0
Co.Co Butuhurana	4	4	8
Total communal	**55**	**39**	**94**

Source : DCE Matongo, 2014

Il ressort de ce tableau que 94 écoliers ont abandonné l'école au cours de l'année scolaire 2013-2014 avec un taux de 5,5%. Les garçons qui abandonnent sont nombreux par rapport aux filles. Ces jeunes garçons se dirigent vers les villes où ils font des travaux domestiques ou conduisent des motos et des vélos.

I.1.3. L'état des infrastructures scolaires

Certaines écoles primaires de la commune de Matongo sont en bonne état tandis que les autres sont dans de mauvaises conditions. Presque toutes les écoles de la commune de Matongo éprouvent un problème criant de latrines et de l'alimentation en eau potable. Beaucoup de latrines ne fonctionnent plus. En parlant de l'infrastructure, certaines constructions méritent d'être réhabilitées. Par exemple, à l'école primaire de Kinyovu, un bloc de quatre salles tend à s'écrouler.

A l'école primaire de Bihunge par exemple, on n'a réellement aucune latrine puisque les quatre qui existent sont hors usages et ont besoin d'être réhabilitées. A l'école primaire de Mpemba, une réhabilitation de six salles de classe est nécessaire. En général, la plupart des salles de classe ont besoin d'être réhabilitées.les salles n'ont pas de fenêtres. S'il pleut, les élèves ne peuvent pas continuer à étudier.

Photo 2 prise le 14 mars 2016 : Infrastructures scolaires



I.1.4. Les équipements et les manuels scolaires

Les écoles primaires de la commune de Matongo font face à un manque d'équipements et de manuels scolaires. Les bancs pupitres sont aussi insuffisants. Les tableaux noirs, les tables, les chaises, les étagères et les armoires manquent totalement.

Concernant les manuels scolaires, on peut trouver neuf élèves qui partagent un seul livre. A l'école primaire de Nteko, on ne dispose d'aucun livre. On constate que le ratio élève par livre est loin d'être satisfait. Certaines écoles ont besoins des livres de conjugaison, de Swahili, d'Anglais, les cartes géographiques et le globe terrestre. L'école primaire de Kivumu a besoin d'au moins 100 bancs pupitres car sa localisation géographique fait que beaucoup d'écoliers viennent y étudier. A l'école primaire de Rudehe, on a besoin de tables et des étagères. A l'école primaire de Nteko, les salles de classe n'ont ni portes ni fenêtres. L'école primaire de Nyakibingo a besoin des manuels scolaires dans toutes les disciplines.

A l'école primaire de Ryakabamba II, les conditions de travail sont plus ou moins bonnes par rapport aux autres écoles primaires. A l'école primaire de Butuhurana I et II, on a besoin de tables, de bureaux, des armoires et des étagères ainsi que des fichiers d'Anglais et de Swahili.

Pour certaines écoles, les locaux sont insuffisants à cause de l'ouverture de l'école fondamentale. A l'école primaire de Bukiranzuki, on a besoin des armoires et des étagères. Aux écoles primaires de Kibavu et de Rukoma, on a l'insuffisance de locaux et des manuels scolaires. Il en est de même pour les écoles de Murambi, de Mikamba et de Camizi. La commune de Matongo dispose de 24 directions alors que les écoles primaires sont au nombre de 32.. Concernant les normes et standards de l'UNESCO, la surface par élève est de 1.2 mètres carrés. Le taux d'occupation en milieu rural est de 25 à 40 élèves par salle de classe et en milieu urbain, il est de 30 à 48 élèves par salle de classe.

En définitive, on remarque que l'enseignement primaire dans la commune de Matongo souffre des effets de la croissance démographique si on regarde le niveau des effectifs des écoliers dans toutes les classes, les infrastructures, les équipements, les manuels scolaires et même le nombre du personnel enseignant. Les tableaux qui vont suivre nous montre les équipements scolaires de base, les manuels scolaires et quelques ratios. Le ratio écolier par banc pupitre est en moyenne de 5. Il est très élevé et se répercute sur le taux de réussite et la qualité de la formation. Les plus intelligents travaillent pour les autres. Le ratio enseignant par écolier n'est pas très élevé, mais Le ratio écolier par salle de classe est très inquiétant.

Tableau 28 : Les manuels scolaires dans les écoles primaires par disciplines en l'an 2013-2014

Ecoles	N.E	Calcul	Ratio élève/livre	FRA	Ratio	Kir	Ratio	ANG	Ratio	Swah	Ratio	FCH	Ratio	EPS	Ratio
Bandaga	798	816	1	856	1	992	1	517	2	431	2	42	19	0	0
Banga	155	20	8	30	6	20	8	47	4	39	4	0		0	0
Bihunge	409	53	8	180	3	176	3	167	3	118	4	32	13	0	0
Bukiranzuki	579	164	4	379	2	385	2	154	4	137	5	142	4	0	0
Burarana	520	372	2	534	1	534	1	207	3	187	3	534	1	0	0
Butuhurana I	268	4	67	65	5	68	4	7	39	12	23	0		0	O
Butuhurana II	462	94	5	150	3	143	4	84	6	85	6	22	21	0	0
Camizi	601	104	6	216	3	266	3	74	9	86	7	0		0	o
Gasenyi	704	659	2	951	1	982	1	519	2	549	2	75	10	0	0
Gitwe	1010	610	2	828	2	982	1	337	3	291	4	0		0	0
Kabuye	497	75	7	172	3	151	4	105	5	69	8	16	31	0	0
Kibavu	416	110	4	297	2	296	2	181	3	184	3	38	11	0	0
Kijuri	393	60	7	221	2	202	2	75	6	106	4	0		0	0
Kinyovu	609	146	5	284	3	153	4	241	3	139	5	627		0	0
Kivumu I	627	200	4	250	3	153	4	241	3	139	5	627		0	0
Kivumu II	107	20	6	50	3	53	4	41	3	39	3	0		0	0
Kiziba	911	724	2	1304	1	955	1	401	3	289	4	119	8	0	0
Mikamba	618	309	2	618	1	618	2	309	2	309	2	0		0	0
Mpemba	400	93	5	153	3	152	3	87	5	86	5	32	13	0	0
Muganza	664	80	9	179	4	151	5	141	5	141	5	47	15	0	0
Murambi	772	159	5	473	2	462	2	47	17	39	20	0		0	0
Musonge	407	180	3	307	2	280	2	166	3	158	3	0		0	0
Mvumvu	596	279	3	450	2	531	2	274	3	242	3	0		0	0
Ngoro	430	234	2	394	2	456	1	223	2	90	5	0		0	0
Nyakibingo	506	200	3	258	2	0		75	7	75	7	0		0	0
Rudehe	580	179	4	436	2	401	2	252	3	260	3	245	3	0	0
Ruganza	840	575	2	650	2	365	3	223	4	233	4	107	8	0	0
Rukoma	509	153	4	296	2	209	3	76	7	74	7	37	14	0	0
Ruvumu	394	124	4	249	2	227	2	180	3	86	5	45	9	0	0
Ryakabamba I	530	70	8	250	3	199	3	141	4	138	4	0		0	0
Ryakabamba II	523	270	2	404	2	645	1	185	3	193	3	14	38	0	0
Nteko	48	24	2	0		31	2	0		0		0		0	0
Total	**166883**	**7160**	**3**	**11884**	**2**	**11328**	**2**	**5720**	**3**	**5052**	**4**	**1592**	**11**	**0**	0

Source : DCE Matongo, 2014

N.E signifie le nombre d'élèves. Pour l'école primaire de Buruhurana I, les livres de calcul manquent cruellement.67 écoliers partagent un seul livre de calcul, ce qui n'est pas possible. C'est seulement le maître qui utilise le livre. Il en est de même pour les livres d'Anglais et de Swahili.

Nous constatons à partir de ce tableau que le ratio élève/livre est inquiétant car 7, 8, 9 ou 11 élevés peuvent partager un seul livre. Il y a également des écoles qui ne disposent pas de certains livres. Par exemple l'école primaire de Nteko manque cruellement de livres.

Tableau 29 : Les équipements de base par école de Matongo en l'an 2013-2014

Equipements / Ecoles	Bancs	Tableaux	Tables de bureau	Tables	Chaises	Etagères	Armoires	Radio	Machine à écrire
Bandaga	190	15		20			8		
Banga	35	2							
Bihunge	99	6			18				
Bukiranzuki	130	4							
Burarana	170	8			10		3		
ButuhuranaI	135	6	2		6	1	1		
ButuhuranaII	145	6			6				
Camizi	75	6	6	6	6	5			
Gasenyi	250	6			8				
Gitwe	270	10			1		3		
Kabuye	80	12		4	15				
Kibavu	51	6			6			1	
Kijuri	60	6	3		3				
Kinyovu	190	8					9		
Kivumu I	149	7		9	8		2		
Kivumu II	38	12	1		8				
Kiziba	153	2		6	4	2			
Mikamba	101	10		2	12	12			
Mpemba	72	6		12					
Muganza	50	6			3		1		
Murambi	256	12			8	1	5		
Musonge	50	2	7		10				
Mvumvu	145	8		1	2				
Ngoro	82	5	5	5	12		4	2	1
Nyakibingo	132	6		3	6		3	1	
Nteko	25	1	3		3				
Rudehe	150	6			4				
Ruganza	169	8	1	9	19	2		2	1
Rukoma	180	8		6	10		6		
Ruvumu	121	6			5				
Ryakabamba I	137	8	2	5	7		1		
Ryakabamba II	115	7	2		1				
Total	**4005**	**227**	**33**	**98**	**211**	**23**	**46**	**6**	**2**

Source : DCE Matongo (2014)

A partir de ce tableau, nous constatons que certaines écoles manquent de tableaux noirs, de tables de bureau, de bancs pupitres, de chaises, d'armoires, d'étagères, de radios et de machines à écrire.

Tableau 30 : Quelques ratios par école de la commune Matongo en l'an 2013-2014

Ecoles	Nombre d'écoliers	Nosmbre d'enseignants	Nombre de salles de classe	Nombre de bancs	Ratio écolier par enseignant	Ratio écolier par salle de classe	Ratio écolier par banc
Bandaga	798	24	13	150	34	62	4
Banga	155	3	2	35	52	116	5
Bukiranzuki	579	10	5	130	60	75	5
Burarana	520	10	7	170	52	45	3
Butuhurana II	268	8	6	135	34	77	2
Butuhurana II	462	8	6	145	47	68	4
Bihunge	409	10	8	99	37	77	5
Camizi	601	11	8	75	77	71	8
Gasenyi	704	8	10	250	44	101	3
Gitwe	1010	16	10	270	64	83	4
Kabuye	497	7	6	80	71	84	7
Kibavu	416	11	5	51	38	66	8
Kijuri	393	9	6	60	44	87	7
Kinyovu	609	11	7	190	54	105	4
Kivumu I	627	13	6	149	49	54	5
Kivumu II	107	3	2	38	36	114	3
Kiziba	911	12	8	153	76	89	6
Mikamba	618	13	7	101	48	67	7
Mpemba	400	11	6	72	37	97	6
Muganza	664	12	7	50	56	60	14
Murambi	772	16	13	256	49	102	3
Musonge	407	7	4	50	59	99	9
Mvumvu	596	10	6	145	60	144	5
Ngoro	430	8	3	82	54	85	6
Nyakibingo	506	12	6	132	43	48	4
Nteko	48	1	1	25	48	73	2
Rudehe	580	10	8	150	58	140	4
Ruganza	840	16	6	169	53	85	5
Rukoma	509	10	6	180	51	66	3
Ruvumu	394	9	6	121	44	76	4
Ryakabamba II	530	14	7	137	38	75	4
Ryakabamba II	523	13	7	115	41	76	5
Total	**16883**	**344**	**203**	**4005**	**48**	**84**	**5**

Source : DCE Matongo, 2014

Comme le montre ce tableau en haut, le ratio élève/enseignant n'est pas inquiétant, mais le ratio élève /salle de classe est élevé. Selon les normes définies par l'UNESCO, le nombre d'élèves devrait être de 44 par une seule salle de classe. Ce nombre varie selon les pays. Dans notre commune nous trouvons en moyenne 84 élèves dans une même salle de classe. Cela pose un problème d'encadrement et contribue à un faible taux de réussite. Nous trouvons aussi 5 élèves qui s'assoient sur un seul banc pupitre alors qu'ils devraient être 2 élèves par banc pupitre.

I.2. L'enseignement secondaire

L'enseignement secondaire de la commune Matongo comprend deux cycles en général. Le premier cycle assure une formation de quatre ans. Le second cycle comprend les sections scientifiques, lettres modernes et les écoles normales. On compte trois lycées communaux et quatre collèges communaux.

I.2.1. Evolution des effectifs des élèves de 2011 à 2014

Dans les écoles secondaires de la commune de Matongo, l'effectif des élèves augmente également. Les garçons sont nombreux par rapport aux filles parce que les filles ne parviennent pas à continuer les études comme les garçons. Mais au cours de l'année 2013-2014, l'effectif des élèves a diminué à cause de la création des écoles fondamentales dans les écoles primaires. Les tableaux qui suivent montrent cette évolution. Pour l'année scolaire 2011-2012, il y avait deux lycées communaux et quatre collèges communaux avec un effectif total de 2944 élèves. En 2012-2013, il y avait trois lycées communaux et quatre collèges communaux avec un effectif de 3170 élèves. En 2013-2014, on a enregistré une diminution d'élèves dans les sept établissements avec un effectif de 2311 élèves seulement. Pour les trois années scolaires successives considérées, les salles de classes dans l'enseignement secondaire de la commune Matongo étaient respectivement 37, 53 et 46. L'effectif des enseignants était de 72, 81 et 56. On constate un faible taux d'accroissement de l'effectif des enseignants et de salles de classe alors que l'effectif des élèves augmente.

Tableau 31 : Effectif des élèves au cours de l'année scolaire 2011-2012

	7ème			8ème			9ème			10ème			3ème LM			2ème LM			1ère LM			3ème SC			2nde SC			1ère SC			N1			N2			N3			Total		
Ecoles	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
L.C. Burarana	108	126	234	80	76	156	72	57	129	57	54	111										25	16	41	9	9	18													351	338	689
Co.Co Gitwe																																										
Co.Co Kiziba	164	100	264	58	48	106	79	36	115	73	35	108																											374	219	593
L.C Matongo	103	65	168	35	50	85	56	54	110	51	39	90	31	5	36	30	9	39	40	2	42										54	30	84	38	56	94				438	310	748
Co.Co Muzuga	127	101	228	76	52	128	67	37	104	63	38	101																											333	228	561
L.C.C.R Ryakabamba	75	62	137	54	40	94	47	30	77	32	13	45																											208	145	353
Total	**577**	**454**	**1031**	**303**	**266**	**569**	**321**	**214**	**535**	**276**	**159**	**455**	**31**	**5**	**36**	**30**	**9**	**39**	**40**	**2**	**42**	**25**	**16**	**41**	**9**	**9**	**18**				**54**	**30**	**84**	**38**	**56**	**94**				**1004**	**1240**	**2944**

Source : DCE Matongo, 2014

Pour l'année scolaire 2011/2012 l'effectif total des élèves est de 2.944. Dans les écoles secondaires, ce sont les garçons qui sont nombreux par rapport aux filles. Les cases vides pour le collège communal Gitwe signifient qu'il n'existait pas en 2011-2012. Les cases vides pour le lycée communal Burarana signifient qu'il n'y a pas de sections lettre et normale. Les cases sont vides pour les collèges communaux car il n'y a pas de cycle supérieur. Les cases vides pour le lycée communal de Matongo signifient qu'il n'y a pas de section scientifique.

Tableau 32 : Effectif des élèves au cours de l'année scolaire 2012-2013

Ecoles	7ème			8ème			9ème			10ème			3ème LM			2ème LM			1ère LM			3ème SC			2nde SC			1ère SC			N1			N2			N3			Total		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
L.C.Burarana	99	132	231	48	59	107	66	66	132	57	52	109										8	8	16	13	10	23	10	7	17										301	334	635
CO.CO Butuhurana																																										
CO.CO Gitwe	50	51	101																																					50	51	101
CO.CO Kiziba	105	99	204	76	52	128	66	54	120	65	37	102																												312	242	554
L.C Matongo	110	93	203	57	42	99	50	43	93	58	41	99	40	30	70	16	10	26	23	20	42										49	41	90	37	25	62				440	345	785
CO.CO Muzuga	118	122	240	81	45	126	60	47	107	47	19	66																												306	233	539
L.C.C.R Ryakabamba	80	86	166	41	59	100	46	40	86	35	31	66										8	1	9																210	217	427
Total	628	656	1284	303	257	560	288	250	538	262	180	442	40	30	70	16	10	26	23	20	42	16	9	25	13	10	23	10	7	17	49	41	90	37	25	62				1685	1495	3170

Source : DCE Matongo, 2014

L'effectif des élèves a augmenté en 2012/2013.Les garçons sont toujours nombreux que les filles. Ceux qui entrent en septième sont aussi nombreux.

Tableau 33 : Effectif des élèves au cours de l'année scolaire 2013-2014

Ecoles	7ème			8ème			9ème			10ème			3ème LM			2ème LM			1ère LM			3ème SC			2nde SC			1ère SC			N1			N2			N3			Total		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
L.C.Burarana	50	82	132	50	82	132	46	57	103	77	79	156										7	1	8	13	4	17	14	5	19										207	228	435
CO.CO Butuhurana				35	39	74																																		35	39	74
CO.CO Gitwe				49	47	96																																		49	47	96
CO.CO Kiziba				83	60	143	70	65	135	71	60	131	7	3	10																									231	188	419
L.C Matongo				102	35	137	55	23	78	66	30	96	20	7	27	25	20	45													60	52	112	60	39	99	29	24	53	417	230	647
CO.CO Muzuga				100	56	156	50	54	104	50	37	87																												200	147	347
L.C.C R Ryakabamba				52	48	100	50	51	101	35	35	70										10	6	16	5	1	6													152	141	293
Total				**471**	**367**	**838**	**271**	**250**	**521**	**299**	**241**	**540**	**27**	**10**	**37**	**25**	**20**	**45**				**17**	**7**	**24**	**18**	**5**	**23**	**14**	**5**	**19**	**60**	**52**	**112**	**60**	**39**	**99**	**29**	**24**	**53**	**1291**	**1021**	**2311**

Source : DCE Matongo, 2014

Pour l'année scolaire 2013-2014, les effectifs des élèves ont chuté suite à l'ouverture des écoles fondamentales dans les écoles primaires. Les cases vides en septième signifient qu'il n'ya pas de l'école fondamentale.

I.2.2. Les abandons dans les écoles secondaires

Tableau 34 : Effectif des abandons scolaires dans les écoles secondaires en l'an 2011-2012

Ecoles	2011-2012			2012-2013			2013-2014		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T
L.C Burarana	31	13	44	5	1	6	4	1	5
Co.Co Butuhurana				1	0	1	5	3	8
Co.Co Gitwe				2	1	3	3	2	5
Co.Co Kiziba	13	4	17	4	1	5	8	2	10
L.C Matongo	9	1	10	4	4	8	8	11	19
Co.Co Muzuga	0	2	2	6	1	7	13	21	34
L.C.C.R Ryakabamba	8	6	14	4	3	7	0	7	7
Total	**61**	**26**	**87**	**26**	**11**	**37**	**41**	**47**	**88**

Source : DCE Matongo, 2014.

Le tableau ci- dessus montre que les garçons abandonnent l'école plus que les filles avec un taux de 2,9% en 201-2012 ; de 1,1% en 2012-2013 et de 3,8 % pour l'année scolaire 2013-2014. Les motifs restent les mêmes que pour les écoliers. Les cases vides signifient que ces écoles n'existaient pas en 2011-2012.

Tableau 35 : Quelques ratios à l'école secondaire en l'an 2013-2014

Ecoles	**Nombre d'élèves**	**Nombre d'enseignants**	**Nombre de salles de classe**	**Ratio élèves par salle de classe**
L.C Burarana	435	12	11	40/1
Co.Co Butuhurana	74	2	1	74/1
Co.Co Gitwe	96	1	2	48/1
Co.Co Kiziba	419	12	9	47/1
L.C Matongo	647	11	10	65/1
Co.Co Muzuga	347	8	6	58/1
L.C.C.R.Ryakabamba	293	10	7	42/1
Total	**2311**	**56**	**46**	**50/1**

Source : DCE Matongo, 2014

Le ratio élèves par salle de classe dans les écoles secondaires n'était pas très élevé sauf au collège communal de Butuhurana où on avait 74 élèves par salle de classe.

Le ratio élèves par enseignant est moins significatif car un enseignant t peut dispenser trois cours dans une même classe.S

En ce qui est en rapport avec les manuels et les équipements scolaires, on a manqué de données car la plupart des directeurs ne donnent pas des rapports concernant le matériel scolaire. Le ratio élèves par enseignant est difficile à calculer parce qu'un seul enseignant peut dispenser différents cours dans plusieurs classes. La construction de nouveaux locaux est aussi nécessaire avec l'augmentation des élèves.

I.3. L'enseignement non formel

L'enseignement non formel dans la commune de Matongo est composé par YAGAMUKAMA.

Il se pratique avec 5 écoles comportant 17 salles de classes. En l'an 2005-2006, on avait au total 1399 élèves et 882 de ces élèves étaient des filles soient 63% au total. Le ratio élèves par salle de classe est de 82 et celui d'élèves par enseignant est de 70 comme le montre le tableau suivant :

Tableau 36 : Situation des YAGAMUKAMA dans les zones et collines de le commune Matongo en l'an 2005-2006

Zones	Ecoles	Nombre d'élèves			Nbre de salles de classe	Nbre d'ensei-gnants	Ratio élèves par classe	Ratio élèves par enseigna
		G	F	T				
Burarana	Burarana	47	101	148	3	2	49	74
Banga	Bihunge	114	224	338	2	4	169	86
Kabuye	Gasenyi	120	133	253	5	7	51	36
Ruganza	Gitwe	154	279	433	2	3	217	144
	Ryakabamba	82	145	227	5	4	45	57
Total		**517**	**882**	**1399**	**17**	**20**	**82**	**70**

Source : DPE Kayanza, 2006

D'après ce tableau, le ratio élève par classe n'est pas acceptable. Il est en moyenne de 82 élèves par classe alors que les normes fixées par UNESCO ne dépassent pas 44 élèves par classe.

CHAPITRE II : CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET DEMANDE D'INFRASTRUCTURES SCOLAIRES

II.1. Pression démographique sur les infrastructures scolaires et leurs équipements au niveau du primaire

Les écoles primaires de la commune de Matongo sont loin de satisfaire la demande croissante de la population scolaire. Les écoliers qui commencent les premières années sont très nombreux alors qu'on ne construit pas de nouvelles infrastructures pour accueillir les nouveaux. En fait, les effectifs des écoliers débordent énormément les infrastructures d'accueil. Le rythme de construction des infrastructures n'est pas influencé par le taux d'accroissement des effectifs des écoliers. On construit suivant la disponibilité des moyens.

Ainsi, des conséquences sont que les effectifs continuent à augmenter, l'encadrement devient très difficile. La pression démographique sur les infrastructures de l'école primaire a en effet occasionné le système de double vacation et de la promotion collective, lequel système ne manque pas de conséquences fâcheuses au niveau de l'enseignement.

II.2. Pression des effectifs des écoliers sur les salles de classe

Dans les écoles primaires de Matongo, les élèves s'assoient à quatre voire même cinq ou plus par banc pupitre.

Photo 3 (Prise le 14 mars 2016 : Ecoliers de l'ecole primaire de Ryakabamba II)



Or, d'après Buyoya François Xavier, dans une classe, chaque enfant doit disposer d'un minimum de 1,5 m^2 et la longueur de chaque classe ne peut en aucun cas excéder 10 m pour permettre à l'enfant le plus éloigné de pouvoir lire au tableau. Le rapport longueur-largeur est de 2/3 ou 3/4 selon les dimensions qu'on veut donner à la classe sans toutefois dépasser 81m^2.La salle de cours doit assurer donc le maximum de confort à tout usager. Ainsi, il faut que l'enseignant et ses élèves trouvent l'espace suffisant. Il faut aussi que l'élève le plus éloigné perçoive par la vue et l'ouïe les mêmes images ou sons de la même façon que celui qui est plus proche de l'enseignant et du tableau noir.

Ainsi, au niveau de l'école primaire, le problème des infrastructures scolaires insuffisantes reste toujours posé dans notre zone de recherche. Il faudrait réhabiliter les bâtiments vieux et construire les nouveaux au même rythme que l'augmentation des effectifs des écoliers.

Dans notre zone d'étude, faute de moyens, les administrateurs communaux ne parviennent pas à construire de nouvelles infrastructures suivant l'effectif des élèves.

II.3. Evolution de l'effectif du personnel enseignant au niveau du primaire de 2011 à 2014

La commune de Matongo disposait de 332 enseignants au cours de l'année scolaire 2011-2012 avec 15967 écoliers, soit un ratio de 48 écoliers par enseignant. En 2012-2013, on avait 358 enseignants pour 16557 écoliers, soit un ratio de 46 écoliers par enseignant. En 2013-2014, on avait 344 enseignants pour 16883 écoliers, soit un ratio de 49. Le ratio écoliers par enseignant est acceptable mais le taux d'accroissement des enseignants n'est pas du tout élevé. Entre 2012 et 2013, le taux d'accroissement était de 0,26% tandis que de 2013 à 2014, ce taux est de – 0,14% suite à l'ouverture de l'école fondamentale. Aussi, il y a eu des mutations ou des transferts des enseignants.

Tableau 37 : Nombre d'enseignants par école primaire dans la commune de Matongo

Ecoles	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Bandaga	9	20	24
Banga		1	3
Bihunge	12	12	11
Bukiranzuki	10	10	10
Burarana	16	12	10
Butuhurana I	8	8	8
Butuhurana II	11	10	10
Camizi	9	11	8
Gasenyi	17	17	16
Gitwe	16	16	16
Musonge	4	6	7
Kabuye		9	7
Kibavu	9	10	11
Kijuri		10	9
Kinyovu	11	12	11
Kivumu I	11	12	13
Kivumu II	3	2	3
Kiziba	16	12	12
Mikamba	21	15	13
Mpemba	14	13	11
Muganza	12	13	12
Murambi	19	20	16
Mvumvu	11	9	10
Ngoro	9	10	8
Nyakibingo	12	12	12
Rudehe	10	12	10
Ruganza	18	17	16
Rukoma	6	10	10
Ruvumu	9	9	9
Ryakabamba I	13	14	14
Ryakabamba II	16	14	13
Nteko			1
Total	**332**	**358**	**344**

Source : Inspection communale de Matongo (2014)

On remarque qu'il y a un faible taux d'accroissement des enseignants. Cet effectif peut diminuer suite à des mouvements des enseignants au cours de l'année scolaire. Les cases vides signifient que ces écoles n'existaient pas en 2011-2012.

II.4. Pression démographique sur les infrastructures scolaires et leurs équipements au niveau du secondaire

La capacité d'accueil à l'école secondaire est très faible. Les élèves qui entrent en septième sont très nombreux de même que ceux qui sont orientés en troisième. Les salles de classe sont étroites et vétustes. Il faudrait une réhabilitation et la construction de nouvelles salles.

Dans les salles de classe, la situation la plus courante est de trois élèves par banc pupitre qui partagent aussi un seul livre. Le pire est qu'on peut rencontre huit élèves qui partagent un seul livre où quatre s'assoient et les autres restent débout pendant la lecture. La conséquence directe est qu'ils ne peuvent pas suivre convenablement le cours ce qui occasionne le faible taux de réussite. L'ouverture de l'école fondamentale a fait diminuer les salles de classe car les écoliers avancent en masse alors qu'on ne construit pas de nouvelles salles de classe faute de moyens financiers.

Photo 4 (Prise le 14 mars 2016 : Elèves du Lycée Christ de Ryakabamba)

